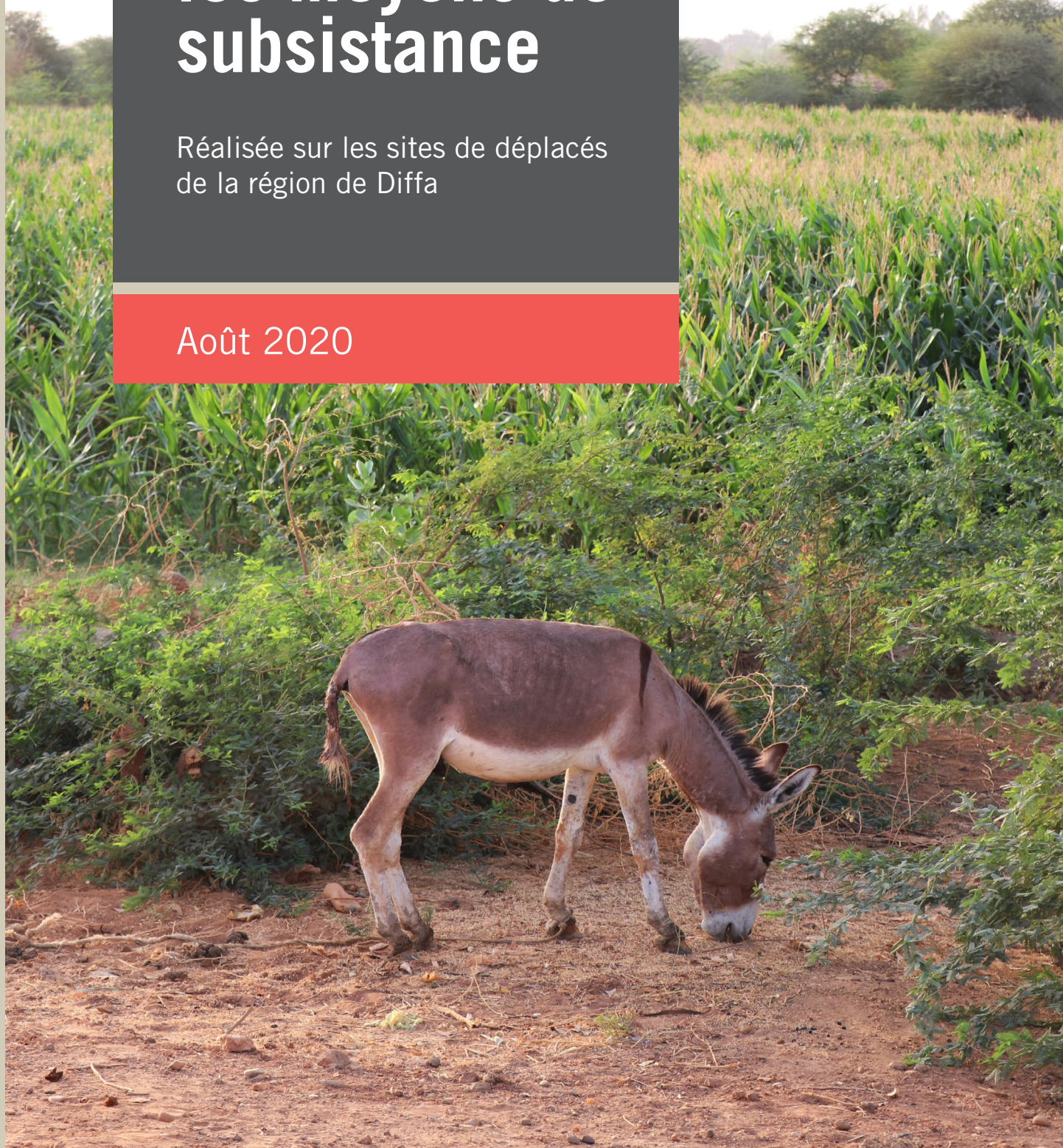


NIGER

Evaluation sur les moyens de subsistance

Réalisée sur les sites de déplacés
de la région de Diffa

Août 2020



© Photographie par Véronique Pingard pour REACH ; Niger, mars 2020.

A propos de REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

RESUME

La région de Diffa connaît depuis 2013 une crise de déplacement prolongée, résultant de l'insécurité liée aux activités de groupes armés non étatiques dans la zone du Lac Tchad. Des milliers de personnes ont été contraintes de fuir depuis le Nigéria vers le Niger, d'autres de se déplacer à l'intérieur des frontières du pays. En mai 2020, le nombre de déplacés dans la région est estimé à 265 617 personnes, avec 102 726 personnes déplacées internes (PDI), 126 492 réfugiés, 34 300 retournés et 2 099 demandeurs d'asile¹.

Alors que le Niger recensait le premier cas de COVID-19 le 20 mars 2020, la propagation du virus à l'intérieur du pays s'est depuis accélérée, et 1 176 personnes ont été testées positives au COVID-19 à la fin du mois d'août 2020, dans l'ensemble des régions du pays (données du 31.08.2020), dont 7 dans la région de Diffa². L'arrivée du COVID-19 au Niger et les mesures de lutte contre sa propagation, combinées à la grande vulnérabilité des populations vivant dans la zone, risquent de réduire la capacité des ménages de la région de Diffa à subvenir à leurs besoins de base, contribuant de fait à aggraver une crise déjà chronique.

Dans ce contexte, une évaluation de la situation actuelle et des besoins des populations en matière de moyens de subsistance constitue un facteur décisif pour informer la réponse humanitaire. **En effet, d'importantes lacunes d'informations existent en ce qui concerne la situation et les besoins en matière de moyens de subsistance des populations, tous statuts confondus, vivant dans des sites de déplacés de la région ainsi que de leur expérience de l'assistance humanitaire.** C'est dans ce cadre que REACH a réalisé une collecte de données dans la région de Diffa afin d'obtenir des données visant à informer les acteurs de terrain.

L'évaluation a été financée par le Bureau de la population, des réfugiés et de la migration (BPRM). Elle a pu être réalisée grâce à l'expertise du Cluster Sécurité Alimentaire, du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), du Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA), du Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL), et des organisations non gouvernementales (ONG) *Save The Children*, ACTED, *Welthungerhilfe* (WHH) et *Famine early warning system network* (FEWS NET).

L'évaluation réalisée dans la région de Diffa a permis d'obtenir des données sur les moyens de subsistance des populations affectées par la crise du Lac Tchad et vivant dans les sites de déplacés de la région. Sur les 161 sites de déplacés et le camp de réfugiés identifiés par la Direction régionale de l'Etat civil, des migrations et des réfugiés (DREC/M-R), 124 sites de déplacés et le camp de réfugiés ont pu être couverts, soit un taux de couverture de 78% au niveau régional. L'évaluation s'est basée sur une méthodologie mixte. Un volet quantitatif a permis de recueillir des données auprès de 313 informateurs clés (IC), représentant les communautés déplacées internes, réfugiées, retournées et non déplacées. En raison des restrictions et des précautions liées à l'épidémie de COVID-19 en cours au moment de l'évaluation, les données ont été collectées à distance, lors d'entretiens téléphoniques avec les IC. Au final, 100 IC ont pu être interrogés pour représenter les personnes non déplacées, 91 pour les personnes réfugiées, 102 pour les déplacés internes et 20 pour les retournés. En complément, des entretiens semi-structurés ont été menés auprès d'experts travaillant au sein de sept structures de l'assistance humanitaire, notamment des ONG et des agences des Nations Unies, sur des programmes concernant les moyens de subsistance des populations vivant dans la région de Diffa, afin d'avoir un aperçu qualitatif de la situation des ménages dans la région. La collecte de données auprès des IC vivant sur les sites de déplacés a eu lieu entre le 25 et le 29 mai 2020. Les entretiens semi-structurés réalisés en parallèle ont été organisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020.

¹ Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), [Rapport mensuel de monitoring de protection à Diffa](#), mai 2020

² Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), [Niger : Evolution des cas de COVID-19 en temps réel](#), 2020

Les données ayant été recueillies auprès d'IC pour l'ensemble de leur communauté au niveau d'un site donné, elles reflètent les tendances majoritaires observées au niveau de ce site ; **les résultats ne peuvent donc pas être généralisés aux populations étudiées avec un niveau de précision déterminé.** De plus, une grande majorité d'IC étaient de sexe masculin. Les activités au sein du ménage étant souvent réparties entre groupes d'âge et de sexe, il est possible que les moyens de subsistance des femmes aient été sous représentés parmi les réponses.

Résultats clés

Principaux moyens de subsistance

La pluralité des profils socioéconomiques des ménages de la région de Diffa et les différentes zones géo-climatiques impliquent que les revenus des ménages dépendent de multiples activités. En résulte neuf zones de moyens de subsistance aux spécificités propres^{3 4}. Ces zones, qui chevauchent plusieurs communes, permettent de déterminer les principales activités mises en place par les ménages, comme détaillé ci-après. Chaque zone connaît aussi ses propres cycles et vulnérabilités spécifiques.

Au niveau régional, les résultats de l'évaluation montrent que l'agriculture est la principale activité des ménages dans la région de Diffa, pour tous les types de statuts, à savoir PDI, réfugiés, retournés et non déplacés. Ainsi, l'ensemble des groupes de populations pratiquent largement l'agriculture pour l'autoconsommation et la vente. Cette activité fut rapportée par les IC dans 87% des sites couverts pour les ménages non déplacés⁵. Différentes formes d'agriculture sont pratiquées en fonction de l'emplacement du site de déplacés (agriculture pluviale, de décrue, en cuvette) et permettent aux ménages de produire du mil, du sorgho, du niébé, des dattes ou encore du poivron et des oignons, récoltés pour la majorité à la fin de la saison des pluies. **L'élevage est le second moyen de subsistance des ménages le plus communément rapporté, pour l'ensemble des statuts. En effet, environ deux tiers des sites de déplacés ont des ménages pratiquant cette activité comme moyen de subsistance principal selon les IC. L'élevage est particulièrement important dans les communes situées sur des zones de moyens de subsistance transhumantes et nomades** et concerne aussi bien les bovins que les ovins et caprins, ainsi que les volailles. Les ménages non déplacés pratiquent néanmoins plus l'élevage de gros ruminants que les autres statuts. **Enfin, le petit commerce est la troisième activité exercée, dans environ la moitié des sites de déplacés couverts par l'évaluation, d'après les IC.** Les réfugiés et les PDI pratiquent habituellement plus le petit commerce que les populations non déplacées ; cependant, l'explosion de la taille des sites de déplacés depuis 2015 et les difficultés d'accès à certaines zones en raison de l'insécurité ont encouragé la mise en place de ces activités de vente parmi les femmes non déplacées également^{6 7}.

Au niveau communal, les moyens de subsistance les plus souvent cités par les IC et étant pratiqués par les ménages reflètent les tendances régionales et sont l'agriculture, l'élevage et le petit commerce⁸. Quelques nuances sont toutefois à noter. En effet, dans la commune de Diffa, les activités de petits commerces ont été identifiées sur 80% des sites comme l'une des principales sources de revenu au cours du mois précédant la collecte de données⁹ par les IC interrogés. Dans la commune de N'Gourti (site de déplacés de Maholi), les trois IC interrogés ont rapporté que les principaux moyens de subsistance des populations étaient l'élevage et le petit commerce. Ainsi, contrairement à la majorité des communes, l'agriculture ne figurait pas parmi les principales sources de revenus

³ FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011. Les neuf zones de moyens de subsistance identifiées par FEWS NET sont : pastoralisme transhumant et nomade, bande agropastorale, agriculture pluviale à dominance mil et sorgho, agropastoralisme à forte pratique d'exode, agriculture de cuvettes (dattes, natrons du sud-est), agriculture irriguée du poivron de la Komadougou, agriculture de décrue du bassin du Lac Tchad et pêche, pastoralisme transhumant et nomade (dromadaires), désert.

⁴ Pour plus d'information sur la manière dont ont été identifiées les différentes zones de moyens de subsistance de la région de Diffa et leurs spécificités propres en termes de performances et vulnérabilités, merci de vous référer au rapport FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

⁵ S'agissant d'une réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut excéder 100%

⁶ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁷ S'agissant d'une réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut excéder 100%

⁸ S'agissant d'une réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut excéder 100%

⁹ Pour l'ensemble du présent rapport, cette période fait référence à la période s'étendant de fin avril à fin mai.

des ménages. Dans les communes de Toumour et de Kablewa, la vente de charbon, de bois et de paille a été identifiée comme l'un des moyens de subsistance principaux de la majorité des ménages dans plus de la moitié des sites (50% et 54% respectivement). Le braconnage a quant à lui été rapporté comme l'un des principaux moyens de subsistance de la majorité des ménages dans 32% des sites de la commune de Toumour et 18% des sites de la commune de Diffa. Enfin, la pêche était l'un des moyens de subsistance principaux le plus rapporté par les IC des communes de Bosso (46% des sites) et de Gueskéou (41%) et s'explique par la proximité du Lac Tchad et de la Komadougou.

Accès aux moyens de subsistance

Malgré les restrictions liées au COVID-19 et le ralentissement des activités durant le mois de Ramadan, **dans 66% des sites couverts, les IC ont rapporté que la majorité des ménages tous statuts confondus avaient accès à leurs moyens de subsistances habituels au cours du mois précédant la collecte de données. Toutefois, des disparités existent entre communes. L'accès aux moyens de subsistance habituels a été particulièrement perturbé dans les communes de N'Guigmi, Kablewa, Bosso et Gueskérou.** Dans ces quatre communes, dans la moitié des sites ou plus, la majorité des ménages n'avaient pas accès à leurs moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données selon les IC. A l'inverse, la commune de Chétimari comptait neuf sites sur dix dans lesquels la majorité des ménages y avaient accès, et dans la commune de Foulatari et les sites de Maholi (N'Gourti) et N'Guel Beyli, l'ensemble des IC indiquaient que la majorité des ménages vivant sur les sites de déplacés avaient un accès normal à leurs moyens de subsistance. Les déplacés internes et les réfugiés ont été rapportés comme les groupes de population ayant eu le plus de mal à accéder à leurs moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données, dans respectivement 34% et 36% des sites enquêtés.

Le manque d'accès aux moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données, tous statuts confondus, s'explique principalement par l'insuffisance de terres pour cultiver¹⁰ (citée par les IC dans 50% des sites)¹¹. Cette difficulté structurelle semble particulièrement forte pour les ménages PDI et réfugiés selon les IC (respectivement 37% et 39% des sites concernés)¹². L'insuffisance de terres se voit exacerbée par l'insécurité qui était la deuxième raison la plus communément évoquée par les IC pour expliquer le manque d'accès aux moyens de subsistance au cours du mois précédant la collecte de données dans 35% des sites. En effet, l'insécurité engendre un accès réduit aux zones et aux moyens de subsistance traditionnels, telles que les zones de pêche, de culture et de pâturages près du lac Tchad et le long de la Komadougou. Enfin, **le climat et les maladies sont les autres principaux facteurs cités par les IC comme des obstacles limitant l'accès aux moyens de subsistance des ménages vivant dans les sites de déplacés de la région de Diffa¹³.** L'augmentation des aléas climatiques extrêmes a réduit les ressources disponibles, comme les pâturages pour le bétail, ce qui entraîne souvent des tensions accrues entre les pasteurs et les agriculteurs, voire entre les différents groupes pastoraux. Les maladies et les pestes constituent également un danger pour le bétail et les agriculteurs, entraînant souvent des pertes supplémentaires dans les troupeaux et les cultures. **Il convient toutefois de noter qu'aucun de ces obstacles n'interagit de manière isolée. Souvent, les ménages subissent à des degrés divers chaque obstacle avec des effets différents en fonction de leur vulnérabilité et de leur capacité d'adaptation.**

¹⁰ Les difficultés d'accès aux terres pour cultiver sont principalement dues aux problèmes d'accès consécutifs à la réduction de l'espace agricole et pastoral du fait de la présence de groupes armés dans la région ainsi que des forces armées limitant les mouvements de populations, et non à cause de leur faible disponibilité

¹¹ S'agissant d'une réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut excéder 100%

¹² La différence entre la valeur maximale obtenue pour la région et par statut s'explique par la pondération effectuée au niveau des sites

¹³ S'agissant d'une réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut excéder 100%

Effets du COVID-19 et des mesures pour endiguer sa propagation sur les moyens de subsistance

Les difficultés structurelles dans la région de Diffa sont actuellement aggravées par les effets conjoncturels de l'épidémie de COVID-19 et des restrictions de déplacement et de rassemblement qui en découlent qui ont notamment limité les liaisons entre les régions du Niger et les grandes villes¹⁴. **De ce fait, le COVID-19 et les mesures d'endiguement mises en place ont aussi contribué à la réduction notable des activités économiques, en particulier avec le Nigéria, ce qui a déstabilisé les ménages vivant du commerce et du travail journalier, dans le cadre de migrations saisonnières.** De plus, dans 18% des sites couverts, les IC soulignent des « problèmes de déplacement liés au COVID-19 » comme raison principale d'un accès limité aux marchés. Cette difficulté semble particulièrement importante dans la commune de Gueskérou, où elle concerne 45% des sites couverts par l'évaluation. Toujours dans cette même commune, les IC de 29% des sites déclarent que les marchés ont connu des « problèmes d'approvisionnement liés à la crise du COVID-19 ».

Une partie importante de l'alimentation des ménages vivant dans les sites de déplacés de la région de Diffa dépend en effet de leur capacité à s'approvisionner sur les marchés. Ce faisant, les restrictions de déplacements liées au COVID-19 pourraient contribuer à réduire encore l'accès aux biens alimentaires et non alimentaires de première nécessité d'une partie des ménages. De plus, cette dépendance partielle au marché engendre une forte vulnérabilité face aux fluctuations de prix, en particulier parmi les éleveurs. **Un suivi des prix sur les marchés de la région de Diffa, ainsi que sur les marchés nigériens voisins où de nombreuses productions agricoles et pastorales sont revendues est donc primordial pour anticiper les besoins et les possibles difficultés d'accès aux moyens de subsistance des ménages.**

Assistance humanitaire en moyens de subsistance

Le nombre de ménages ayant reçu de l'assistance en moyens de subsistance sur les sites de déplacés de la région de Diffa reste limité selon les IC interrogés. En effet, dans 57% de sites couverts, moins de la moitié des ménages ont reçu une assistance humanitaire en moyens de subsistance au cours des 12 mois précédant la collecte de données selon les IC, dont 17% où aucun ménage n'en aurait reçu. En particulier, le site de Maholi (N'Gourti) n'aurait pas bénéficié d'une telle assistance, et 89% des sites de Foulatari couverts non plus. Toutefois, une part plus importante des ménages déplacés internes et réfugiés semblent avoir bénéficié d'assistance humanitaire en moyens de subsistance dans une proportion plus importante de sites couverts (moins de la moitié des ménages dans 57% et 56% des sites, respectivement) que les ménages retournés et non déplacés (moins de la moitié des ménages dans 70% et 60% des sites, respectivement).

En ce qui concerne les modalités d'assistance, parmi les sites en ayant bénéficié, la majorité ont reçu une assistance en nature, via la distribution de kits bétails, semences, ou encore de biens alimentaires (81% des sites enquêtés selon les IC). Le soutien à la mise en place d'activités génératrices de revenu (AGR) et de formations professionnelles (FP) reste encore faible sur l'ensemble des communes de la région puisqu'elles concernent 8% et 6% des sites enquêtés ayant reçu de l'assistance d'après les IC. Les modalités d'assistance varient entre les communes et l'assistance sous forme de transferts monétaires a été rapportée comme prévalente dans les sites des communes de Chétimari et de Mainé-Soroa (mise en œuvre dans respectivement 60% et 68% des sites ayant bénéficié d'une assistance humanitaire en moyens de subsistance au cours des 12 mois précédant la collecte de données¹⁵).

Dans l'ensemble, les ménages semblent globalement satisfaits (très satisfaits ou plutôt satisfaits) de l'assistance reçue, et ce quel que soit leur statut. En effet, parmi les ménages ayant bénéficié d'une assistance au cours des 12 mois précédant la collecte de données, les IC ont rapporté que dans 53% des

¹⁴ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

¹⁵ S'agissant d'une réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut excéder 100%

sites, la majorité des ménages était très satisfaits de l'assistance reçue. En revanche, les déplacés internes étaient le statut avec la plus faible proportion de sites où les IC indiquaient que la majorité des ménages étaient très satisfaits (50%), ainsi que le statut avec la plus haute proportion de sites où les IC rapportaient que la majorité des ménages étaient plutôt insatisfaits, voire pas satisfaits du tout (8%). La principale raison citée par les IC pour justifier l'insatisfaction de la majorité des ménages sur les sites de déplacés concernés était liée à des questions de discrimination au cours ou après l'assistance.

La prise en compte de ces résultats pourrait permettre d'orienter la mise en œuvre de programmes humanitaires portant sur les moyens de subsistance, en particulier pour le soutien en AGR et la mise en place de FP, à la sortie de la période de soudure alors que les activités reprennent progressivement dans le pays, malgré la poursuite de l'épidémie de COVID-19. En complément, une analyse mettant en relief les différences entre les difficultés structurelles et conjoncturelles rencontrées par les ménages de la région de Diffa vivant sur les sites de déplacés semblerait opportune afin d'appréhender en profondeur les besoins des ménages.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	2
PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE.....	9
Liste des acronymes	9
Classifications géographiques	9
Liste des figures, tableaux et cartes	9
INTRODUCTION	11
Contexte nigérien et zones de moyens de subsistance dans la région de Diffa	13
MÉTHODOLOGIE	17
Couverture géographique.....	17
Stratégie d'échantillonnage	18
Méthodes de collecte de données.....	18
Analyse	18
Défis et limites.....	18
RÉSULTATS	19
Principaux moyens de subsistance dans les sites de déplacés de la région de Diffa.....	19
Tendances régionales.....	19
Tendances par communes et zones de moyens de subsistance	21
Accès aux moyens de subsistance.....	24
Etat des lieux de l'accès aux moyens de subsistance dans la région de Diffa.....	24
Difficultés évoquées pour l'accès aux moyens de subsistance	25
Groupes vulnérables	35
Fonctionnement des marchés	36
Budget des ménages et stratégies d'adaptation	42
Variation du budget des ménages et capacité à se procurer en biens alimentaires et biens non alimentaires (BNA)	42
Accès au crédit.....	44
Stratégies d'adaptation.....	45

Assistance humanitaire.....	46
Assistance reçue.....	46
Perception de l'assistance.....	48
Liens transversaux.....	49
Sécurité alimentaire.....	49
Protection.....	49
Eau, hygiène et assainissement.....	50
Santé.....	50
Abris et BNA.....	50
Education.....	51
CONCLUSION	52

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

Liste des acronymes

AGR	Activité génératrice de revenu
BNA	Biens non alimentaires
BPRM	Bureau de la population, des réfugiés et de la migration
CAIMA	Centre d'approvisionnement des intrants et matériels agricoles
DREC/M-R	Direction régionale de l'Etat civil, des migrations et des réfugiés
EHA	Eau, hygiène et assainissement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDS	Force de défense et de sécurité
FEWS NET	<i>Famine early warning system network</i>
FP	Formation professionnelle
GANE	Groupe armé non étatique
HCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IC	Informateur clé
LASDEL	Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PDI	Personne déplacée interne
SAP	Système d'alerte précoce
SIMA	Système d'information sur les marchés agricoles
SIMB	Système d'information sur les marchés aux bétails
VBG	Violence basée sur le genre

Classifications géographiques

Région	La division administrative la plus élevée au niveau national.
Département	Les régions sont divisées en départements. La région de Diffa comporte six départements, dont cinq habités par les populations déplacées.
Commune	Les départements sont divisés en communes.
Localité	La division administrative la plus basse. Les communes se composent de plusieurs localités.
Site DREC	Parmi les localités, il y a celles où se trouvent les sites de déplacés reconnus par la Direction régionale de l'Etat civil, des migrations et des réfugiés (DREC/M-R), qui sont les sites pris en compte dans cette étude.

Liste des figures, tableaux et cartes

CARTES

Carte 1. Sites de déplacés enquêtés et zones de moyens de subsistance identifiées par FEWS NET dans la région de Diffa, Niger

Carte 2. Taux de couverture par commune et sites couverts par l'évaluation

Carte 3. Proportion de sites par commune où les IC rapportent que l'agriculture est l'un des principaux moyens de subsistance de la majorité des ménages

Carte 4. Proportion de sites par commune où les IC rapportent l'élevage comme l'un des principaux moyens de subsistance de la majorité des ménages

Carte 5. Absence d'un marché fonctionnel à distance de marche de la localité selon les IC, par pourcentage de sites

Carte 6. Proportion de sites où moins de la moitié des ménages sont en mesure de se procurer les produits alimentaires de base dont ils avaient besoin au cours du mois précédant la collecte de données, selon les IC

Carte 7. Proportion de sites où moins de la moitié des ménages sont en mesure de se procurer les BNA dont ils avaient besoin au cours du mois précédant la collecte de données, selon les IC

Carte 8. Proportion de sites où moins de la moitié des ménages ont bénéficié d'une assistance humanitaire en moyens de subsistance au cours des 12 mois précédant la collecte de données, selon les IC

FIGURES

Figure 1. Calendrier saisonnier et agricole du Niger

Figure 2. Proportion de sites où les IC rapportent l'insécurité comme étant l'une des principales raisons du manque d'accès aux moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données

Figure 3. Principales communes où l'insécurité est rapportée par les IC comme un problème majeur pour les ménages vivant de l'exploitation des terres et du bétail, par pourcentage de sites

Figure 4. Pourcentage de sites où les IC rapportent l'insécurité et le vol de biens comme une problématique majeure des ménages en matière de stockage, par statut

Figure 5. Pluviométrie moyenne (en mm) dans la ville de Diffa entre avril 2019 et mai 2020

Figure 6. Trois principales communes où les inondations ont réduit les capacités de production des pâturages selon les IC, par pourcentage de sites

Figure 7. Principales difficultés rapportées par les IC pour les ménages vivant de l'exploitation des parcelles de terre, par pourcentage de sites

Figure 8. Principaux groupes vulnérables identifiés par les IC en matière d'accès aux moyens de subsistance, par pourcentage de sites **Error! Reference source not found.**

Figure 9. Variation nominale du prix au détail du mil sur le marché de N'guigmi sur l'année, en XOF / kg

Figure 10. Variation nominale du prix au détail du niébé sur le marché de Diffa sur l'année, en XOF / kg

Figure 11. Principales stratégies d'adaptation mises en place par les ménages selon les IC, en fonction du statut, par pourcentage de sites

Figure 12. Satisfaction de la majorité des ménages ayant bénéficié d'une assistance humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte de données selon les IC, par pourcentage de sites et par statut

TABLEAUX

Tableau 1. Taux de couverture des départements de la région de Diffa, par communautés enquêtées

Tableau 2. Principale activité impactée selon les IC au cours du mois précédant la collecte de données, par pourcentage de sites

INTRODUCTION

La région de Diffa connaît depuis 2013 une crise de déplacement prolongée, résultant de l'insécurité liée aux activités de groupes armés non étatiques dans la zone du Lac Tchad. Des milliers de personnes ont été contraintes de fuir depuis le Nigéria vers le Niger, d'autres de se déplacer à l'intérieur des frontières du pays. Actuellement, le nombre de déplacés dans la région est estimé à 265 617 personnes, avec 102 726 personnes déplacées internes (PDI), 126 492 réfugiés, 34 300 retournés et 2 099 demandeurs d'asile¹⁶. Les populations déplacées sont particulièrement vulnérables, ayant dû abandonner une partie, voire l'ensemble, de leurs ressources matérielles lors de leur départ. Les ménages sont alors souvent obligés de se reconvertir vers des activités moins rémunératrices sur leur nouveau site d'installation¹⁷. Ces deux facteurs contribuent à fragiliser les moyens de subsistance de ces ménages déplacés, déjà limités par des composantes externes telles le climat et l'insécurité. Les déplacements fragilisent également la situation des personnes non déplacées sur les sites d'accueil de par la pression accrue sur les ressources naturelles et les services de base et, par extension, les moyens de subsistance. **La volatilité du contexte sécuritaire, couplée aux importants mouvements de populations, rend nécessaire un suivi régulier par les acteurs humanitaires de la situation des ménages en matière de moyens de subsistance dans la région. Ce suivi doit notamment permettre de combler les lacunes d'information existantes pour l'ensemble des groupes de populations vivant sur les sites de déplacés de la région de Diffa, pour qui peu de données sont à ce jour disponibles. Ces informations pourraient notamment contribuer à orienter les interventions humanitaires en renseignant les différents acteurs sur les besoins prioritaires des populations dans les sites de déplacés de la région de Diffa.** C'est dans ce cadre que REACH a réalisé du 25 au 29 mai 2020 une collecte de données dans la région de Diffa afin d'obtenir des données indicatives pour informer les acteurs de terrain.

La collecte de données s'est déroulée durant la période de transition entre la saison sèche et la saison des pluies au Niger, à la fin des fortes chaleurs. Il s'agit également de la période de plantation des principales céréales cultivées dans la région (mil et sorgho) et de préparation des terres pour la saison de culture d'arachide (dont est extraite l'huile) et du niébé¹⁸, qui génèrent d'importants mouvements migratoires saisonniers. De plus, cette période correspond au début de la période de soudure durant laquelle les stocks alimentaires des ménages sont très faibles voire nuls. L'accès aux moyens de subsistance est alors nécessaire pour assurer l'accès des ménages au mil, au sorgho et aux céréales disponibles sur les marchés, et ainsi garantir une alimentation suffisante. Ces différents aliments constituent aussi le panier alimentaire de base des ménages de la région de Diffa, complétés en partie par des produits laitiers et de la viande de volaille et de caprin. **Concernant l'élevage, les mois d'avril et mai sont généralement la période de migration des troupeaux de ruminants du sud vers le nord du pays. De plus, l'évaluation s'est déroulée durant le mois de Ramadan, où le ralentissement des activités peut contribuer à influencer certains résultats obtenus. Enfin, à la situation structurelle de la région viennent s'ajouter les effets conjoncturels de l'épidémie de COVID-19 et des restrictions qui y sont liées, en particulier en ce qui concerne les marchés et le pouvoir d'achat des ménages.**

L'évaluation a été financée par le Bureau de la population, des réfugiés et de la migration (BPRM). Elle a pu être réalisée grâce à l'expertise du Cluster Sécurité Alimentaire, du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), du Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA), du Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL), et des organisations non

¹⁶ UNHCR, [Rapport mensuel de monitoring de protection à Diffa](#), mai 2020

¹⁷ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

¹⁸ FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

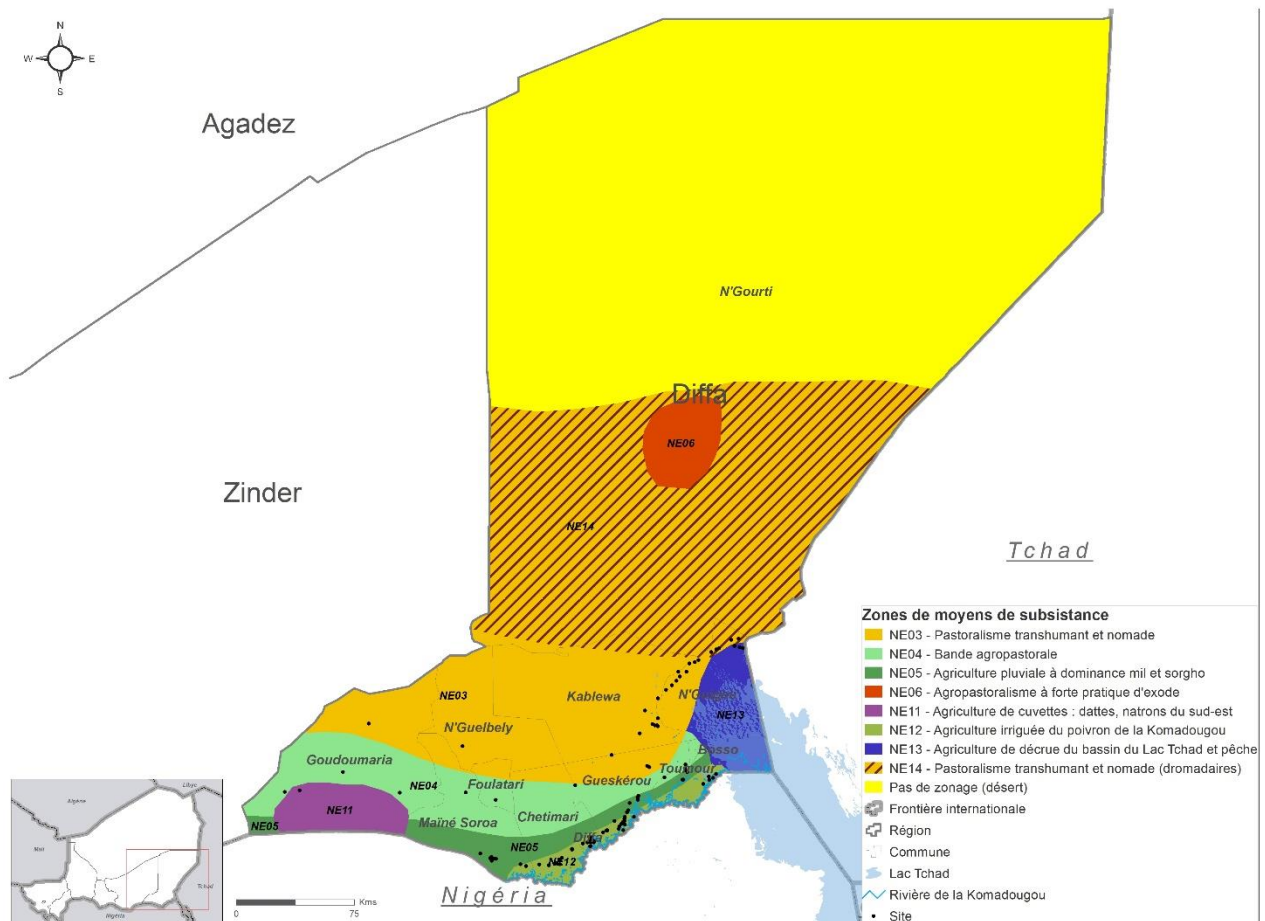
gouvernementales (ONG) *Save The Children*, ACTED, *Welthungerhilfe* (WHH) et *Famine early warning system network* (FEWS NET).

Les résultats de l'évaluation sont présentés dans ce rapport, et structurés autour des principaux enjeux liés au moyens de subsistance. Le document s'organise comme suit :

- Partie 1 : Principaux moyens de subsistance dans la région de Diffa
- Partie 2 : Accès aux moyens de subsistance dans la région de Diffa
- Partie 3 : Budget des ménages et stratégies d'adaptation
- Partie 4 : Assistance humanitaire
- Partie 5 : Liens transversaux

Contexte nigérien et zones de moyens de subsistance dans la région de Diffa

Carte 1. Sites de déplacés enquêtés et zones de moyens de subsistance identifiées par FEWS NET dans la région de Diffa, Niger¹⁹



L'économie du Niger repose largement sur l'agriculture, l'élevage, et la pêche qui représentent 39% du produit intérieur brut (PIB) du Niger en 2018, tandis que près de 84% de la population en tirent leur subsistance²⁰. Dans la région de Diffa, 95% des ménages pratiquaient une forme d'élevage en 2019²¹. Les petits commerces et le travail journalier sont les principales activités qui complètent les moyens de subsistance issus de l'agriculture et de l'élevage dans la région. La pluralité des profils socioéconomiques des ménages de la région de Diffa et les différentes zones géo-climatiques impliquent que les revenus des ménages dépendent de multiples activités. En résulte neuf zones de moyens de subsistance aux spécificités propres dans la région de Diffa^{22 23}. Ces zones, qui chevauchent plusieurs communes, permettent de déterminer les principales activités mises en place par les ménages. Chaque zone connaît aussi ses propres cycles et vulnérabilités spécifiques. L'analyse des résultats présentés dans ce document s'efforce d'intégrer ces spécificités pour donner un aperçu aussi complet que possible des dynamiques locales de la région.

¹⁹ Carte issue du rapport FEWS NET, *Livelihoods zoning « plus » activity in Niger*, August 2011

²⁰ OCHA, *Niger : Aperçu des besoins humanitaires*, janvier 2020

²¹ Concern Worldwide, *Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger : Rapport Final : Evaluation des aptitudes des petits ruminants de Diffa et des préférences des ménages*, avril 2020

²² FEWS NET, *Livelihoods zoning « plus » activity in Niger*, August 2011

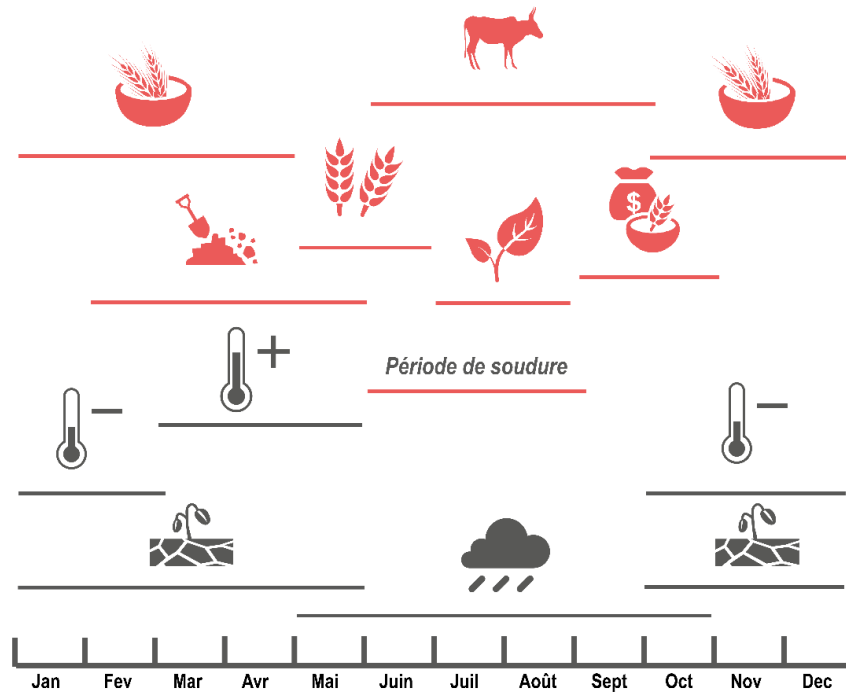
²³ Pour plus d'information sur la manière dont ont été identifiées les différentes zones de moyens de subsistance de la région de Diffa et leurs spécificités propres en termes de performances et vulnérabilités, merci de vous référer au rapport FEWS NET, *Livelihoods zoning « plus » activity in Niger*, August 2011


Les populations de l'ensemble de la région sont régulièrement confrontées à des aléas climatiques extrêmes telles qu'inondations et sécheresses qui impactent leurs moyens de subsistances négativement en réduisant notamment la taille des récoltes et des cheptels. Elles doivent également faire face à des invasions de pestes répétées, notamment des invasions acridiennes et à des épizooties parmi les troupeaux, étroitement liées aux conditions climatiques. La pression sur l'accès aux ressources naturelles, par exemple l'eau, les terres et les sols, est forte, et peut être source de tensions entre les communautés. L'insécurité a par ailleurs entraîné une série de restrictions, notamment l'interdiction de l'usage des motos et la fermeture de certains marchés qui ont eu un impact sur les activités agropastorales et le commerce de la région²⁴, en réduisant les capacités de déplacement et d'approvisionnement des ménages. Enfin, outre l'insécurité, les populations déplacées sont particulièrement vulnérables car souvent contraintes à des reconversions professionnelles sur leur nouveau site d'installation. Les migrations économiques, souvent saisonnières, se trouvent aussi perturbées du fait de la fermeture des frontières²⁵ avec le Nigéria et des restrictions imposées par l'état d'urgence dans la région. Par conséquent, les moyens de subsistance des ménages s'en trouvent affectés car bon nombre d'entre eux reposent sur ces migrations afin de générer des revenus de transfert les préservant de l'insécurité alimentaire. Enfin, les ménages vivant sur les sites de déplacés de la région de Diffa sont fortement tributaires du fonctionnement des marchés régionaux et nigériens. En effet, les marchés sont les principaux lieux d'approvisionnement des ménages pour compléter leur panier alimentaire de base. En particulier, les ménages pastoraux dépendent intégralement des marchés pour se procurer en céréales, qui restent l'aliment de base de leur régime. Les marchés sont également des lieux d'échanges, dans ou à proximité desquels les ménages exercent une activité professionnelle. Ils jouent dès lors un rôle majeur pour les populations en matière d'accès aux moyens de subsistance, et garantissent la sécurité alimentaire d'un grand nombre d'entre eux.

²⁴ PAM, *Evaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en situation d'urgence dans la région de Diffa, Niger*, septembre 2017


²⁵ Les groupes de population principalement impactés sont les migrants agricoles et travailleurs journaliers partis au Nigeria, bloqués sans possibilité de retour immédiat et sans emploi pour générer un revenu de transfert. Dans une moindre mesure, les dynamiques migratoires Niger-Tchad et Niger-Algérie concernent aussi des ménages de la région de Diffa : FEWS NET, *Livelihoods zoning « plus » activity in Niger*, August 2011


Figure 1. Calendrier saisonnier et agricole du Niger




 Saison des pluies

 Saison fraîche

 Saison sèche


 Saison chaude


 Préparation des terres²⁶

 Vente de produits maraîchers

 Plantation²⁷

 Récolte²⁹

 Sarclage et désherbage²⁸

 Migration du bétail vers des pâturages éloignés

La saisonnalité est étroitement liée à l'accès des populations de la région de Diffa à leurs moyens de subsistance, dans un contexte où la majorité des ménages pratique une activité agropastorale dépendante du climat. Le calendrier des saisons est marqué par une saison sèche de novembre à avril et une saison des pluies de fin mai à fin septembre, et pouvant s'étendre au mois d'octobre selon les années. La saison des pluies correspond à la période de migration du bétail vers des pâturages plus éloignés. Le début de la saison des pluies est également concomitant à la période de soudure (de juin à août-septembre) durant laquelle les réserves en

²⁶ Pour les principales cultures, à savoir mil, sorgho et niébé

²⁷ Idem

²⁸ Idem

²⁹ Idem

céréales sont épuisées et les ménages peinent à se procurer en biens alimentaires de base. **C'est par ailleurs une saison de forte intensité pour les ménages agriculteurs qui opèrent la plantation et le sarclage des champs. Ces activités sont physiques et requièrent donc des apports caloriques importants pour être menées à bien, souvent difficiles à obtenir à cause de la période de soudure et du manque de disponibilité de céréales et légumineuses.** La récolte a lieu en septembre ; elle met fin à la période de soudure et génère une production parfois suffisante pour que certains ménages soient en mesure de vendre des produits maraîchers jusqu'en avril de l'année suivante, lorsque leurs capacités de stockage le permettent. Toutefois, la majorité des agriculteurs consomment leur production bien avant avril et dépendent ensuite entièrement du marché.

Les sites de déplacés couverts par l'évaluation se trouvent majoritairement dans des zones caractérisées par un mode de vie pastoral transhumant et nomade, ainsi que sur les bandes agricoles de type pluvial et irrigué, le long de la Komadougou et de la frontière avec le Nigéria. Un certain nombre de sites couverts par l'évaluation sont également situés sur la bande agropastorale qui traverse la région en son centre depuis l'ouest de la commune de Bosso jusqu'à la commune de Goudoumaria. Enfin, quelques sites ont été enquêtés dans les zones d'agriculture de décrue (N'Guigmi et Bosso) et de cuvette (Goudoumaria et Mainé-Soroa), dont une partie ne figure pas sur la carte en raison de l'impossibilité de collecter leurs coordonnées GPS. La majorité de ces sites sont concernés par les problématiques évoquées ci-dessus, comme détaillé dans la partie 2.

METHODOLOGIE

Couverture géographique

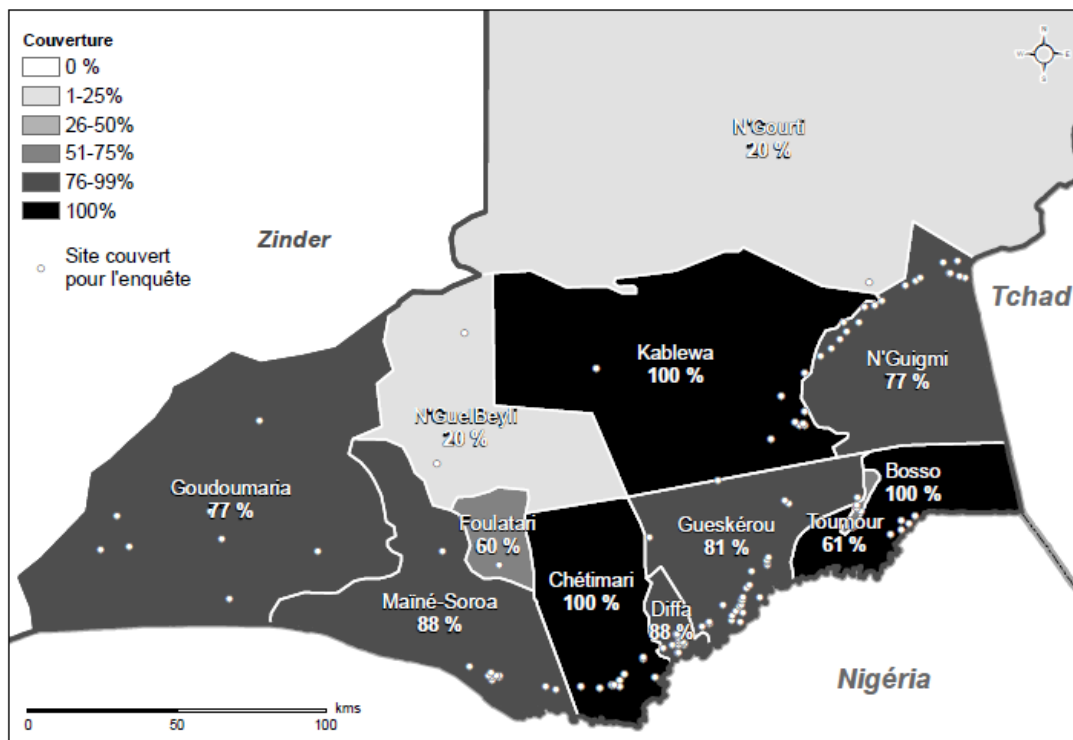
L'évaluation réalisée dans la région de Diffa a permis d'obtenir des données sur les moyens de subsistance des populations affectées par la crise du Lac Tchad et vivant dans les sites de déplacés de la région de Diffa. Sur les 161 sites de déplacés et le camp de réfugié identifiés, 124 sites de déplacés et le camp de réfugiés ont pu être couverts, soit un taux de couverture de 78% au niveau régional. Les taux de couverture départementaux par statuts sont présentés ci-dessous.

L'absence de couverture globale résulte de plusieurs facteurs. D'une part, toutes les communautés ne sont pas systématiquement présentes sur les sites de déplacés. D'autre part, la collecte de données s'étant déroulée par téléphone, certains sites ne disposaient pas de couverture réseau au moment de l'évaluation pour joindre les informateurs clés. Enfin, il n'a pas toujours été possible de trouver un contact à distance pour une communauté donnée.

Tableau 1. Taux de couverture des départements de la région de Diffa, par communautés enquêtées

Département	Pourcentage de sites couverts	Pourcentage de sites couverts pour les PDI	Pourcentage de sites couverts pour les réfugiés	Pourcentage de sites couverts pour les non déplacés	Pourcentage de sites couverts pour les retournés
Bosso	68% (15/22)	50%	45%	50%	14%
Diffa	86% (56/65)	74%	74%	71%	6%
Goudoumaria	77% (10/13)	46%	54%	69%	31%
Mainé-Soroa	69% (18/26)	54%	54%	65%	12%
N'Gourti	20% (1/5)	20%	20%	20%	Pas de couverture
N'Guigmi	83% (25/30)	73%	40%	53%	20%

Carte 2. Taux de couverture par commune et sites couverts par l'évaluation



Stratégie d'échantillonnage

L'évaluation s'est basée sur une méthodologie mixte. Un volet quantitatif a permis de recueillir des données auprès de 313 informateurs clés (IC), représentant les communautés déplacées internes, réfugiées, retournées et non déplacées. Les contraintes logistiques liées au manque de couverture réseau et aux difficultés à recueillir les contacts d'IC dans les sites reculés expliquent les difficultés de couverture de certains sites de déplacés initialement identifiés pour l'évaluation.

En complément, des entretiens semi-structurés ont été menés auprès d'experts travaillant au sein de sept structures de l'assistance humanitaire, notamment des ONG et des agences des Nations Unies, sur des programmes concernant les moyens de subsistance des populations vivant dans la région de Diffa, afin d'avoir un aperçu qualitatif de la situation des ménages dans la région.

Pour obtenir des informations détaillées sur la méthodologie, vous pouvez consulter les [termes de référence](#).

Méthodes de collecte de données

En raison des restrictions et des précautions liées à l'épidémie de COVID-19 en cours au moment de l'évaluation, les données ont été collectées à distance, lors d'entretiens téléphoniques avec 313 IC. Les IC représentent par ailleurs différentes communautés. Ainsi, 100 IC ont pu être interrogés pour représenter les personnes non déplacées, 91 pour les personnes réfugiées, 102 pour les déplacés internes et 20 pour les retournés.

La collecte de données auprès des IC vivant sur les sites de déplacés a eu lieu entre le 25 et le 29 mai 2020. Les entretiens semi-structurés réalisés en parallèle ont été organisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020.

Analyse

Les résultats ne peuvent pas être généralisés aux populations d'intérêt avec un niveau de précision déterminé pour l'ensemble de la région de Diffa. En plus d'une désagrégation par statut, une pondération par site a été réalisée pour rapporter les résultats au niveau des différentes unités administratives.

Défis et limites

- Les données ayant été recueillies auprès d'IC pour l'ensemble de leur communauté au niveau d'un site donné, elles reflètent les tendances majoritaires observées au niveau de ce site ; les résultats ne peuvent donc pas être généralisés aux populations étudiées avec un niveau de précision déterminé.
- Une grande majorité d'IC étaient de sexe masculin. Les activités au sein du ménage étant souvent réparties entre groupes d'âge et de sexe, il est possible que les moyens de subsistance des femmes aient été sous représentés parmi les réponses.
- La couverture réseau dans la région de Diffa est inégale entre les communes, avec une couverture particulièrement faible dans la commune de N'Guel Beyli, et des coupures ponctuelles dans les communes de N'Guigmi et Bosso liées à des interventions militaires. De ce fait les sites de ces communes sont sous représentés.
- La collecte de données s'est déroulée fin mai 2020, période correspondant dans le calendrier agricole à la préparation des récoltes, ainsi qu'à la saison creuse pour les pasteurs nomades. Les problématiques liées à la préparation des récoltes et les difficultés rencontrées par les éleveurs pourraient donc être surreprésentées par rapport au reste de l'année.
- La porosité entre les zones et l'importance des mouvements pendulaires dans la zone du Lac Tchad contribuent à complexifier l'analyse des données collectées au niveau d'un site donné. En effet, les ménages vivant sur un site de déplacés peuvent exercer la majeure partie de leurs moyens de subsistance dans une autre commune. Par conséquent, il est difficile d'évaluer quelles sont les dynamiques précises

au niveau d'un site voire d'une zone de moyens de subsistance, sans prendre en compte l'ensemble des systèmes et des mouvements migratoires qui y coexistent.

RESULTATS

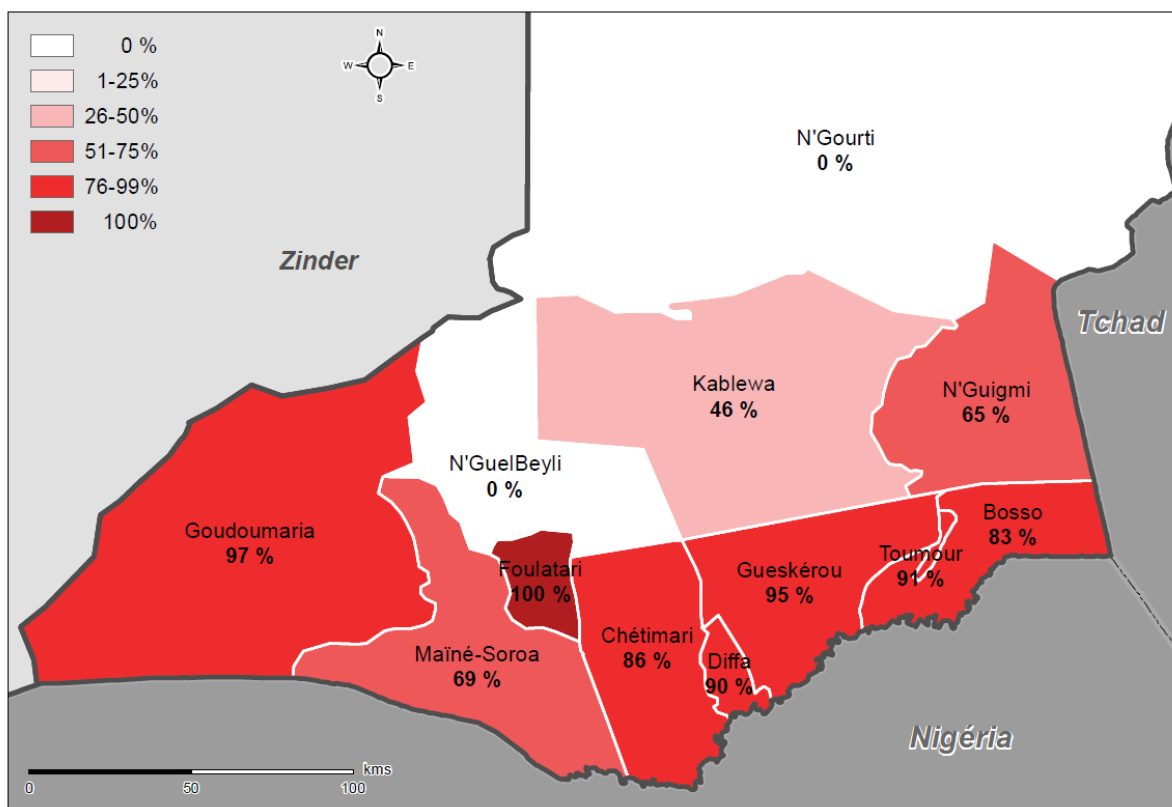
Principaux moyens de subsistance dans les sites de déplacés de la région de Diffa

Cette sous-section présente les principaux moyens de subsistance identifiés dans la région de Diffa, ainsi que les tendances communales observées.

Tendances régionales

L'agriculture est la principale activité des ménages dans la région de Diffa selon les IC interrogés, pour tous les types de statuts, à savoir PDI, réfugiés, retournés et non déplacés. Ainsi, l'ensemble des groupes de populations pratiquent largement l'agriculture pour l'autoconsommation et la vente. Cette activité fut rapportée par les IC dans 87% des sites couverts pour les ménages non déplacés³⁰.

Carte 3. Proportion de sites par commune où les IC rapportent que l'agriculture est l'un des principaux moyens de subsistance de la majorité des ménages



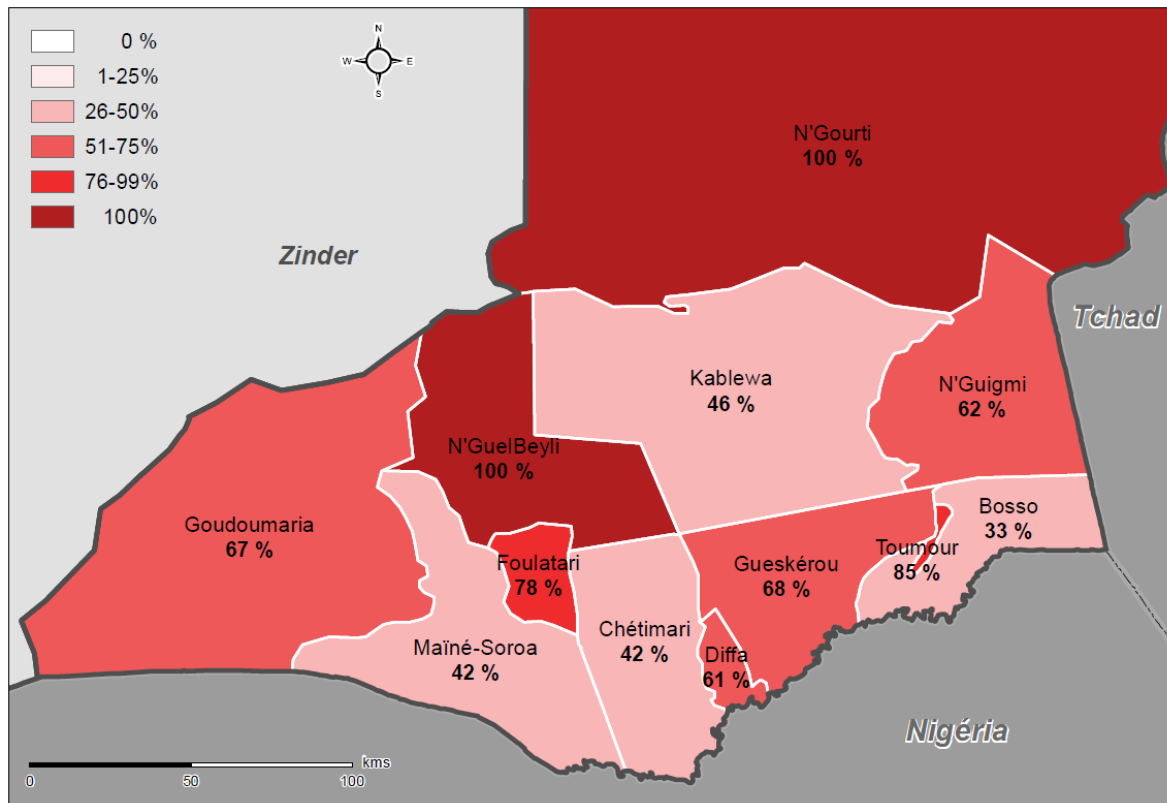
L'élevage est le second moyen de subsistance des ménages le plus communément rapporté, pour l'ensemble des statuts. En effet, environ deux tiers des sites de déplacés ont des ménages pratiquant cette activité comme moyen de subsistance principal selon les IC. Le mois de mai est précisément la période de migration du bétail, durant laquelle les éleveurs remontent avec leurs cheptels vers les zones pastorales au nord, rendant ainsi accessibles les terres pour les agriculteurs³¹. Le type d'élevage auquel ont recours les ménages se

³⁰ S'agissant d'une réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut excéder 100%

³¹ HEA Sahel, [Profil de référence de l'économie des ménages ruraux de la zone de moyens d'existence NEO4/Zone Agropastorale \(Niger\), octobre 2017](#) ; PAM, [Evaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en situation d'urgence dans la région de Diffa, Niger, septembre 2017](#)

distingue aussi en fonction des différents groupes de revenus : il concerne principalement les volailles pour les ménages très pauvres, les caprins et les ovins pour les ménages pauvres et l'ensemble des ruminants pour les nantis³².

Carte 4. Proportion de sites par commune où les IC rapportent l'élevage comme l'un des principaux moyens de subsistance de la majorité des ménages



Enfin, le petit commerce est la troisième activité exercée³³, dans environ la moitié des sites de déplacés couverts par l'évaluation d'après les IC. Les réfugiés et les PDI pratiquent habituellement plus le petit commerce que les populations non déplacées ; cependant, l'explosion de la taille des sites de déplacés depuis 2015 et les difficultés d'accès à certaines zones en raison de l'insécurité ont encouragé la mise en place de ces activités de vente parmi les femmes non déplacées également³⁴.

Les migrations économiques, majoritairement saisonnières³⁵, sont intrinsèquement liées à l'accès des ménages à leurs moyens de subsistance évoqués ci-dessus. En dépend une proportion importante des revenus de la majorité des ménages de la région de Diffa. Plus de trois quart de ces migrations saisonnières dans l'ensemble de la région de Diffa concernent des hommes âgés de 18 à 50 ans³⁶, qui partent soit pour de longues périodes – plus de 9 mois dans l'année (36%) – soit pour des périodes plus restreintes – entre 1 et 3 mois (24%). Les durées varient au niveau des communes, avec par exemple des séjours de 6 à 9 mois pour les migrants arrivant dans la commune de Diffa, alors que les migrants en partance de la commune de Toumour s'absentent généralement plus de 9 mois³⁷. Elles ont majoritairement lieu entre novembre et mai, en amont de la saison

³² FEWS NET, *Niger : Staple food and livestock market fundamentals*, September 2017

³³ Le petit commerce correspond aux activités de vente de nourriture, de boisson, d'objets divers réalisées de manière informelle en bordure de route

³⁴ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

³⁵ Les migrations saisonnières locales suivent le calendrier agricole. L'ensemble des migrations est encouragé par l'opportunité d'acquérir un revenu supplémentaire pour les ménages

³⁶ DNP-GCA, *Enquête conjointe « sites sentinelles » : Rapport final*, octobre 2019

³⁷ PAM, *Evaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en situation d'urgence dans la région de Diffa, Niger*, septembre 2017

agricole³⁸. Les transferts de fonds issus de ces migrations sont importants pour de nombreux ménages et dans la région de Diffa, en particulier dans les communes de N'Guigmi et N'Gourti³⁹. De plus, 39% des ménages de la région estimaient en octobre 2019 que les ressources attendues de ces migrations devaient augmenter au cours des six prochains mois⁴⁰. Les ménages vivant dans les sites de déplacés de la région s'inscrivent également dans ces systèmes migratoires, et profitent de transferts de fonds.

Tendances par communes et zones de moyens de subsistance⁴¹

Dans cette section, les résultats sont présentés par commune ; les communes enquêtées ont été groupées lorsque leurs zones de moyens de subsistance étaient similaires afin de faciliter l'établissement de comparaisons. Une carte détaillée des zones de moyens de subsistance est consultable (voir *Carte 2. Taux de couverture par commune et sites couverts par l'évaluation*).

a) Commune de Diffa

La commune de Diffa est divisée en trois zones de moyens de subsistance : elle est traversée au Nord par la bande agropastorale ; dans le centre de la commune les populations pratiquent majoritairement l'agriculture pluviale du mil, du sorgho et du niébé notamment ; enfin au sud, à la frontière avec le Nigéria, l'agriculture irriguée du poivron de la Komadougou, récolté entre février et avril, ainsi que des oignons domine. Ces deux formes d'agriculture sont principalement exercées par les populations non déplacées⁴², notamment parce qu'elles requièrent des investissements en termes de matériels et d'intrants agricoles ; les achats d'intrants agricoles pour les poivrons s'opèrent entre novembre et janvier, lors de la culture. Pour les ménages déplacés, ce moyen de subsistance est conditionné à l'accès à des terres cultivables. Les informateurs clés interrogés dans les sites de la commune de Diffa rapportent que le principal moyen de subsistance des populations vivant sur les sites de déplacés enquêtés, qui se situent principalement au sud dans la zone frontalière avec le Nigéria, est l'agriculture (90% des sites de la commune). Les activités de petits commerces sont par ailleurs identifiées sur 80% des sites comme l'une des principales sources de revenu au cours du mois précédant la collecte de données⁴³ par les IC interrogés. Enfin, ces deux activités sont complétées par la pratique de l'élevage, qui a été rapportée dans 61% des sites. A noter que dans 18% des sites, les IC ont rapporté le braconnage comme étant l'un des principaux moyens de subsistance des ménages, et dans 14%, le transport et les taxis.

b) Communes de Chétimari et de Gueskérou

Les communes de Chétimari et de Gueskérou se situent le long de la Komadougou et de la frontière avec le Nigéria. On y dénombre quatre zones de moyens de subsistance : tout au Nord, elles sont traversées par les bandes du pastoralisme transhumant et de l'agropastoralisme ; au Sud, les ménages pratiquent l'agriculture irriguée du poivron de la Komadougou⁴⁴ ; enfin, entre les deux l'agriculture pluviale à dominance mil et sorgho prédomine. Les IC enquêtés rapportent ainsi que le principal moyen de subsistance des ménages dans 86% des sites enquêtés de la commune de Chétimari et dans 95% des sites de la commune de Gueskérou est l'agriculture. Bien que le mil et le sorgho soient les principales cultures de la zone agricole pluviale, les ménages produisent également en parallèle du riz, du maïs, du sésame et de la patate douce.

Viennent ensuite les activités d'élevage et de petit commerce. Pourtant, d'autres activités jouent un rôle majeur dans l'accès des ménages à des moyens de subsistance dans la commune de Gueskérou, en particulier la pêche, rapportée comme pratiquée sur 41% des sites enquêtés grâce aux ressources halieutiques de la Komadougou. La vente de bois, de charbon et de paille concerne aussi 16% des sites couverts. Enfin, dans 6% et 8% des sites de

³⁸ FEWS NET, *Livelihoods zoning « plus » activity in Niger*, August 2011

³⁹ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁴⁰ DNP-GCA, *Enquête conjointe « sites sentinelles » : Rapport final*, octobre 2019

⁴¹ Pour l'ensemble des résultats de cette partie, les questions comportaient des options de réponses à choix multiple ; le total des pourcentages peut excéder 100%

⁴² Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁴³ Pour l'ensemble du présent rapport, cette période fait référence à la période s'étendant de fin avril à fin mai.

⁴⁴ La culture du poivron de la Komadougou est cependant en recul dans la zone en raison de l'insécurité

Chétimari et Gueskéroù, les IC rapportent que la majorité des ménages font des travaux journaliers, ce qui est faible comparé aux autres communes enquêtées.

c) Commune de Bosso

La commune de Bosso borde le Lac Tchad à l'Est, et possède des frontières communes avec le Tchad et le Nigéria. Elle se situe dans une zone de moyens de subsistance dominée par l'agriculture de décrue et la pêche. Les crues annuelles de la Komadougou suite à la saison des pluies favorisent l'apparition de résidus humides dans les sols, contribuant à la fertilité des terres⁴⁵. Les ménages vivant dans les sites de déplacés de la commune sont donc fortement tributaires de la décrue⁴⁶ pour la culture du maïs et du mil, d'octobre à juin, et du sorgho et du niébé de février à avril. L'agriculture et la pêche ont été rapportées comme principaux moyens de subsistance des populations dans respectivement 83% et 46% des sites de déplacés enquêtés. La pêche est une activité particulièrement importante entre mars et mai⁴⁷ ; elle est principalement exercée par les ménages les plus pauvres. Le petit commerce est aussi une source de revenus importante dans 50% des sites. Le travail journalier, est un des principaux moyens de subsistance dans 21% des sites, en particulier pour les ménages réfugiés selon les IC. Il est exercé par la plupart des ménages entre novembre et mai, et peut être urbain ou agricole⁴⁸. La vente de bois constitue également une activité centrale pour les ménages les moins aisés entre avril et juillet, permettant de dégager un revenu additionnel durant la période de soudure. Elle était pratiquée dans 17% des sites de déplacés de la commune couverts par l'évaluation au moment de la collecte de données. Enfin, l'élevage est une activité importante dans la commune (un tiers des sites), notamment l'élevage de la vache Kouri⁴⁹.

d) Commune de N'Guigmi

La commune de N'Guigmi est séparée en deux, avec à l'est une zone d'agriculture de décrue et à l'ouest un modèle de transhumance et de pastoralisme nomade. Dans cette zone, les ménages éleveurs sont fortement dépendant des marchés pour se procurer en mil et autres céréales, qu'ils ne produisent pas. Comme dans la majorité des autres communes, l'agriculture et l'élevage restent les deux principaux moyens de subsistance rapportés par les IC, dans deux tiers des sites environ, suivi par le petit commerce sur près de la moitié des sites de déplacés enquêtés. Les ménages commercialisent notamment des produits laitiers, qui constituent une source de revenus entre août et octobre⁵⁰. Dans près d'un quart des sites on retrouve en outre les activités de pêche, majoritairement exercées par les ménages vivant dans les sites de déplacés à l'est de la commune, proche du Lac Tchad. Dans 23% des sites, la vente de charbon, de bois et de paille constitue l'une des sources de revenus principales des ménages au cours du mois précédant la collecte de données selon les IC.

e) Commune de Toumour

La commune de Toumour se situe sur la bande agropastorale au Nord et dans une zone d'agriculture pluviale à dominance mil et sorgho au Sud. Sur la bande agropastorale, le mil est récolté aux mois d'octobre et novembre. Une production d'oignons est réalisée en complément. De plus, des migrations saisonnières ont lieu, avec un retour depuis le Sud vers la commune à la période de préparation des sols et de plantation (avril-mai)⁵¹. A Toumour, l'agriculture et l'élevage sont donc les principaux moyens de subsistance dans respectivement 91% et 85% des sites. La troisième activité identifiée par les informateurs clés est la vente de charbon, de bois et de paille (50% des sites). Ces ressources ne sont pas initialement disponibles au sein du foyer, elles sont collectées aux environs et revendues sur les bords de route pour générer un revenu souvent faible. Le travail journalier et le petit commerce sont également des activités régulièrement exercées par les ménages selon les IC, puisqu'elles ont été citées dans respectivement 47% et 41% des sites. A noter également que le braconnage est l'un des principaux moyens de

⁴⁵ FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

⁴⁶ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁴⁷ FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

⁴⁸ FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

⁴⁹ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁵⁰ FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

⁵¹ FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

subsistance de la majorité des ménages sur 32% des sites. Enfin la chasse et la cueillette sont des activités qu'on retrouve peu au niveau des autres communes, et qui représentent une source de revenu non négligeable pour la majorité des ménages au niveau de 5% et 8% des sites.

f) Communes de Goudoumaria et Mainé-Soroa

La commune de Goudoumaria est la plus à l'ouest de la région de Diffa, frontalière de la région de Zinder à l'ouest et du Nigéria au sud. La majorité de son territoire est pastoral transhumant et nomade ainsi qu'agropastoral. On trouve également une importante zone d'agriculture de cuvettes au sud, sur la bande frontalière avec le Nigéria. Enfin, les ménages vivant sur la pointe sud-ouest pratiquent l'agriculture pluviale. Par conséquent, l'agriculture et l'élevage sont les deux premiers moyens de subsistance dans respectivement 97% et 67% des sites enquêtés, selon les IC. D'après le rapport sentinelle de 2019, dans les villages de la commune de Goudoumaria, une partie des productions agricoles est destinée à l'autoconsommation, mais près des trois quarts sont dédiées à la vente⁵² ; ces tendances sont toutefois à nuancer au niveau des sites de déplacés où l'agriculture pour l'autoconsommation joue souvent un rôle important⁵³. La datte (récoltée entre janvier et février) et le natron (minerai extrait en janvier-février et entre octobre et décembre), principales productions des cultures de cuvettes, sont exportés vers le Nigéria, où ils se vendent à des prix supérieurs au marché nigérien⁵⁴. Ils sont donc fortement dépendants du cours du naira nigérien. Le panier alimentaire des ménages repose aussi largement sur les échanges avec la région de Zinder voisine, dont provient le principal aliment consommé : le mil ; celui-ci est également produit en de faibles quantités et récolté entre novembre et décembre dans les cuvettes⁵⁵. Enfin, le travail journalier occupe une part importante des activités des ménages entre juin et septembre. Toutefois, son importance était moindre au moment de la collecte de données ; ainsi, dans seulement 7% des sites enquêtés de la commune, il a été rapporté comme l'un des principaux moyens de subsistance des sites.

La commune de Mainé-Soroa est composée des mêmes zones de moyens de subsistance que la commune de Goudoumaria. Par ailleurs, dans sa pointe sud-est les ménages pratiquent aussi la culture irriguée du poivron de la Komadougou. Sur les sites enquêtés, l'agriculture est le premier moyen de subsistance le plus cité (69%), suivi par le petit commerce (55%) et l'élevage (42%).

g) Commune de Kablewa et site de N'Guel Beyli

Les communes de Kablewa et de N'Guel Beyli sont des zones de pastoralisme transhumant et nomade. Sur le site de déplacés de N'Guel Beyli, seul site couvert dans la commune, l'IC interrogé indique que l'élevage est le principal moyen de subsistance de la majorité des ménages qui y vivent. La période de collecte de données correspond au retour vers le nord depuis le sud de Diffa des troupeaux transhumants.

A l'inverse, les IC interrogés ont identifié comme premier moyen de subsistance de la majorité des ménages de la commune de Kablewa la vente de charbon, de bois et de paille (54% des sites). Viennent ensuite l'élevage et l'agriculture, pour 46% des sites enquêtés. La commune de Kablewa est située à relative proximité du Lac Tchad et de nombreux ménages pratiquent la pêche.

h) Commune de N'Gourti : site de Maholi

La commune de N'Gourti est la plus vaste de la région de Diffa ; limitrophe des régions de Zinder à l'ouest et Agadez au nord, elle a une importante bande frontalière avec le Tchad. La moitié de son territoire au nord, est une zone désertique très peu habitée. La moitié sud est principalement composée d'espaces de transhumance et de pastoralisme nomade, notamment avec des dromadaires. Une partie notable des moyens de subsistance des ménages de la commune repose sur les transferts de fonds. Cette dernière activité est portée par les jeunes qui partent vers les pays frontaliers du nord – notamment la Libye et l'Algérie – pour gagner de l'argent ensuite transféré

⁵² DNP-GCA, *Enquête conjointe « sites sentinelles » : Rapport final*, octobre 2019

⁵³ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁵⁴ FEWS NET, *Livelihoods zoning « plus » activity in Niger*, August 2011

⁵⁵ FEWS NET, *Livelihoods zoning « plus » activity in Niger*, August 2011

aux proches toujours installés dans les sites de déplacés et les villages⁵⁶. De même, le commerce de bétail avait également lieu sur les zones frontalières nord, et les fonds dégagés étaient redirigés vers N’Gourti⁵⁷. La crise libyenne depuis 2011 et l’insécurité grandissante dans la bande nord du Niger ont largement remis en question ces modèles migratoires, dont les revenus ont fortement diminué⁵⁸. La fermeture des frontières liée au COVID-19 pourraient aussi avoir eu un impact négatif sur les transferts de fonds qui avaient pu être maintenus jusqu’à présent, notamment depuis l’Algérie.

Seul le site de déplacés de Maholi a été couvert dans la commune, sur les cinq sites identifiés par la Direction régionale de l’Etat civil, des migrations et des réfugiés (DREC/M-R) en février 2020. Sur le site, les trois IC interrogés ont rapporté que les principaux moyens de subsistance des populations étaient l’élevage et le petit commerce. Contrairement à la majorité des communes précédemment présentées, l’agriculture ne figurait donc pas parmi les principales sources de revenus de la majorité des ménages du site d’après les IC.

i) Commune de Foulatari

La commune de Foulatari se situe au centre de la région de Diffa, à cheval sur les bandes pastorale et agropastorale. L’agriculture est le principal moyen de subsistance de la majorité des ménages rapporté dans l’ensemble des sites enquêtés, suivi par l’élevage (78% des sites). Enfin, la troisième activité exercée par les ménages selon les IC est le petit commerce, dans 22% des sites.

Accès aux moyens de subsistance

L’accès aux moyens de subsistance des ménages est conditionné par des contraintes et des chocs externes. Ceux-ci peuvent être structurels ou conjoncturels, et contribuent à la perturbation des moyens de subsistance des ménages de manière ponctuelle ou sur le long terme. Cette partie se propose d’appréhender ces différents facteurs et leurs conséquences sur les populations et leurs moyens de subsistance.

Etat des lieux de l’accès aux moyens de subsistance dans la région de Diffa

Malgré les restrictions liées au COVID-19 et le ralentissement des activités durant le mois de Ramadan, **dans 66% des sites couverts, les IC ont rapporté que la majorité des ménages tous statuts confondus avaient accès à leurs moyens de subsistances habituels au cours du mois précédant la collecte de données.** Toutefois, des disparités existent entre communes. **L’accès aux moyens de subsistance habituels a été particulièrement perturbé dans les communes de N’Guigmi, Kablewa, Bosso et Gueskérou.** Dans ces quatre communes, dans la moitié des sites ou plus, la majorité des ménages n’avaient pas accès à leurs moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données selon les IC. A l’inverse, la commune de Chétimari comptait neuf sites sur dix dans lesquels la majorité des ménages y avaient accès, et dans la commune de Foulatari et les sites de Maholi (N’Gourti) et N’Guel Beyli, l’ensemble des IC indiquaient que la majorité des ménages vivant sur les sites de déplacés avaient un accès normal à leurs moyens de subsistance. Les déplacés internes et les réfugiés ont été rapportés comme les groupes de population ayant eu le plus de mal à accéder à leurs moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données, dans respectivement 34% et 36% des sites enquêtés.

Parmi les sites où il a été rapporté que la majorité des ménages n’avaient pas eu accès à leurs moyens de subsistance habituels sur cette période, la principale activité rapportée comme impactée a été l’agriculture pour l’autoconsommation (deux tiers des sites), suivie par l’élevage, dans 59% des sites impactés⁵⁹. La période de la

⁵⁶ Entretiens semi-structurés auprès d’IC experts de l’assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁵⁷ Entretiens semi-structurés auprès d’IC experts de l’assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁵⁸ Entretiens semi-structurés auprès d’IC experts de l’assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁵⁹ S’agissant d’une réponse à choix multiples, le total des pourcentages peut excéder 100%

collecte de données correspondant à la saison creuse pour l'élevage, ce résultat n'est pas inhabituel. Toutefois le Ramadan aurait pu contribuer à l'augmentation des ventes d'ovins et caprins, et atténuer les effets habituellement observés sur les activités des éleveurs.

L'agriculture pour vente a été la principale activité impactée dans la moitié des sites concernés. Par exemple, dans les communes de Goudoumaria et de Maïné-Soroa, l'agriculture pour l'autoconsommation a été négativement impactée dans environ huit sites de déplacés sur dix selon les IC. Le mois de mai marquant le début de la période de soudure, et la fin de la saison sèche, le calendrier agricole pourrait expliquer ces perturbations intervenues au cours du mois précédant la collecte de données.

Tableau 2. Principale activité impactée selon les IC au cours du mois précédant la collecte de données, par pourcentage de sites⁶⁰

Commune	Principale activité impactée au cours du mois précédant la collecte de données selon les IC, par pourcentage de sites où des perturbations ont été rapportées	%
Bosso	Pêche	100%
Chétimari	Agriculture pour vente Elevage	75%
Diffa	Travail journalier	68%
Goudoumaria	Agriculture pour l'autoconsommation	83%
Gueskérou	Agriculture pour l'autoconsommation	98%
Kablewa	Pêche	58%
Maïné-Soroa	Agriculture pour l'autoconsommation	81%
N'Guigmi	Agriculture pour vente	61%
Toumour	Elevage	100%

On remarque qu'il s'agit largement d'activités liées au modèle agro-pastoral, avec quelques disparités spécifiques aux différentes communes. Ainsi, le travail journalier a été fortement impacté dans la commune de Diffa où, d'après les IC, il s'agissait de la principale activité impactée (68% des sites). Dans les communes de Toumour (82% des sites), de Kablewa (50% des sites) et de Bosso (25% des sites), le travail journalier a été cité parmi les activités les plus impactées. De même, la principale activité perturbée au cours du mois précédant la collecte de données dans la commune de Kablewa était la pêche (58% des sites) selon les IC.

Difficultés évoquées pour l'accès aux moyens de subsistance⁶¹

L'évaluation a permis d'interroger les IC d'une part sur les principales causes de ces perturbations d'accès aux moyens de subsistance, et d'autre part sur les différentes difficultés identifiées sur leur site pour les ménages vivant de l'exploitation des terres et du bétail. La prise en compte de ces facteurs limitants dans la mise en place d'une assistance humanitaire pour renforcer les moyens de subsistance des populations vivant dans les sites de déplacés de la région pourrait contribuer à orienter les interventions humanitaires pour la mise en place de programmes au

⁶⁰ Les réponses étant à choix multiples, le total des pourcentages peut être supérieur à 100%

⁶¹ Pour l'ensemble de cette partie, les réponses étaient à choix multiples ; le total des pourcentages peut excéder 100%

plus près des besoins des populations⁶². **Tout d’abord, il est important de souligner que dans 80% des sites de la région, les IC interrogés ont déclaré qu’ils rencontrent des difficultés pour l’exploitation des terres et du bétail.** Les entraves exogènes les plus rapportées lors de l’évaluation, notamment l’insécurité de la région et les conditions climatiques extrêmes, ainsi que les facteurs limitants matériels sont quant à eux présentés ci-dessous. Une revue de leurs impacts sur les moyens de subsistance, issus des résultats de l’évaluation et d’une revue des données secondaires disponibles, nous renseigne sur les dynamiques sous-jacentes.

a) Contraintes exogènes

1. Insécurité

L’insécurité était la deuxième raison la plus communément évoquée par les IC pour expliquer le manque d’accès aux moyens de subsistance au cours du mois précédant la collecte de données dans 35% des sites. Elle était notamment la première raison évoquée par les IC retournés (dans 50% des sites) et non déplacés (dans 42% des sites).

Figure 2. Proportion de sites où les IC rapportent l’insécurité comme étant l’une des principales raisons du manque d’accès aux moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données, par communautés enquêtées



La situation sécuritaire est particulièrement volatile dans la commune de Gueskéro, où elle était la principale raison du manque d’accès aux moyens de subsistance des ménages dans 59% des sites enquêtés au cours du mois précédant la collecte de données. L’insécurité entraîne d’importants mouvements de populations à l’intérieur de la commune et vers les communes voisines. La commune de Gueskéro comptait le plus de déplacés dans la région en mai 2020 (environ 64 970)⁶³ ; de nombreux incidents de protections sont aussi à déplorer dans la commune, qui en dénombrait 16 sur le seul mois de mai 2020⁶⁴. Les communes de Bosso et Chétimari sont également particulièrement concernées par les questions sécuritaires, avec respectivement 75% et 50% des sites sur lesquels les IC rapportent que l’insécurité est l’une des principales raisons du manque d’accès aux moyens de subsistance des ménages.

Insécurité et perturbation d’accès aux moyens de subsistance : accès limité aux terres pour l’agriculture

L’insécurité est particulièrement forte dans les sites de déplacés situés à proximité des îlots à l’est de la région de Diffa et le long de la Komadougou, dans les zones d’agriculture de décrue, d’agriculture du

⁶² Entretiens semi-structurés auprès d’IC experts de l’assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁶³ UNHCR, *Rapport mensuel de monitoring de protection à Diffa*, mai 2020

⁶⁴ UNHCR, *Rapport mensuel de monitoring de protection à Diffa*, mai 2020

poivron de la Komadougu et dans les zones de pêche. Du fait de cette insécurité, la culture du poivron, principalement destinée à la revente plutôt que pour de l'autoconsommation, a reculé de manière importante depuis le début de la crise en 2013, et les ménages qui continuent à la pratiquer sont exposés à d'importants risques sécuritaires⁶⁵. L'« or rouge » de la région de Diffa, comme il est souvent appelé, ne permet désormais plus de générer autant de revenu qu'avant, et doit être largement complété par des productions potagères le reste de l'année pour permettre aux ménages de maintenir leurs moyens de subsistance.

Insécurité et perturbation d'accès aux moyens de subsistance : accès réduit aux zones de pêche

Par ailleurs, l'accès aux zones de pêche repose largement sur l'existence d'un accord tacite entre les pêcheurs et les membres des groupes armés qui semblent contrôler partiellement la zone : les pêcheurs pourraient pour certains être temporairement autorisés à accéder aux ressources du Lac en échange de la cession d'une partie de leur pêche. A court terme, cet accord permet la réduction des menaces directes à l'encontre des pêcheurs de la région. Toutefois, sur le long terme, ce mécanisme entérine et renforce la présence des groupes armés dans la région du Lac Tchad : d'une part, la contrepartie de l'accord tacite permet aux groupes d'accroître leurs ressources par le simple fait de garantir l'accès des populations au lac⁶⁶ ; d'autre part ces échanges de ressources pourraient contribuer à de potentiels rapprochements entre les populations locales et les groupes armés. Les ménages qui se rendent dans la zone pour accéder à leurs moyens de subsistance sont aussi à risque en raison des opérations militaires mises en place par les forces de défense et de sécurité (FDS)⁶⁷. Dès lors, l'exercice de la pêche est fortement sujet à des risques de protection. Les sites de déplacés où de nombreux ménages vivent de la pêche, notamment dans les communes de Bosso, Gueskérou et N'Guigmi (respectivement 46%, 41% et 27% des sites concernés selon les IC) voient leurs habitants particulièrement exposés à ce risque. Les ménages non déplacés et réfugiés sont les principaux groupes dont les moyens de subsistance dépendent en partie de la pêche selon les IC (21% des sites pour les deux statuts). Par ailleurs, le manque ou l'accès restreint à un cours d'eau pour pêcher est l'une des principales causes du manque d'accès aux moyens de subsistance des ménages dans l'ensemble des sites de déplacés évalués de la commune de Bosso, plus de la moitié des sites de la commune N'Guigmi et dans un tiers des sites de la commune de Gueskérou. Le manque d'accès à un cours d'eau pour pêcher figure aussi comme troisième cause du manque d'accès aux moyens de subsistance des ménages réfugiés et PDI de la région de Diffa (sur respectivement 33% et 31% des sites enquêtés).

Insécurité et perturbations d'accès aux moyens de subsistance : augmentation des tensions

De même, les éleveurs se rendaient habituellement dans les zones de pêche lors de la saison sèche pour faire paître leur bétail⁶⁸, alors que les agriculteurs profitaient de la période de décrue pour cultiver. Ainsi, les IC ont rapporté l'existence de difficultés liées à l'insécurité dans la région pour les ménages vivant de l'exploitation des terres, particulièrement forte dans les communes de Gueskérou (37% des sites) et de N'Guigmi (31% des sites). De même, les populations déplacées internes, retournées et non déplacées semblent particulièrement préoccupées par la situation sécuritaire et le potentiel impact négatif quant à leur capacité de production agricole (rapporté dans 25% des sites par les IC). Quant aux ménages vivant de l'élevage, la principale problématique mise en lumière par les IC interrogés dans la région de Diffa était l'insécurité. Cela concerne 24% des sites enquêtés ; elle est particulièrement importante dans les communes de N'Guigmi et Gueskérou (première raison donnée, elle concerne respectivement 35% et 37% des sites).

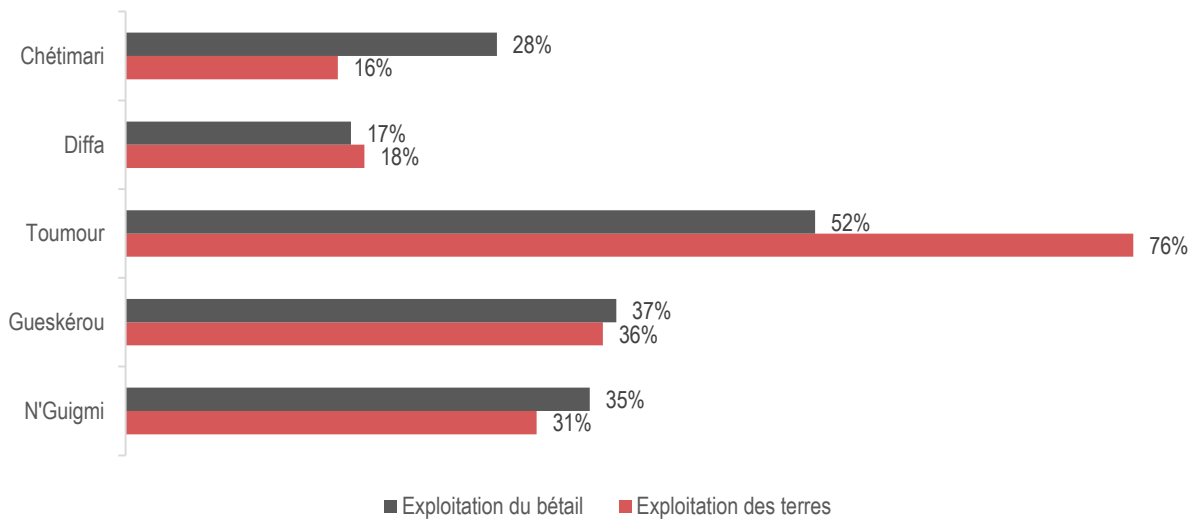
⁶⁵ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁶⁶ Jean-François Carémel et Mamane Sani, LASDEL, *Sécurisation alimentaire « par le bas » & nexus humanitaire-développement à Diffa*, 2019

⁶⁷ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁶⁸ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

Figure 3. Principales communes où l'insécurité est rapportée par les IC comme un problème majeur pour les ménages vivant de l'exploitation des terres et du bétail, par pourcentage de sites



A Toumour, le principal enjeu pour les éleveurs selon les IC est le vol de bétails (61% des sites) ; les ménages retournés y sont particulièrement exposés dans la région de Diffa (25% des sites). Le vol de bétails est à la fois une composante et un facteur de l'insécurité dans la région, les groupes armés finançant une partie de leurs activités grâce à ces exactions. L'insécurité est également citée par tous les statuts enquêtés comme l'un des trois principaux problèmes des éleveurs, et constitue la principale difficulté rencontrée par les PDI et les retournés selon les IC enquêtés. Ce faisant, la montée de l'insécurité a entraîné un reflux des populations à l'écart de la bande frontalière avec le Nigéria. Elle est de moins en moins fréquentée par les éleveurs comme les agriculteurs en raison des craintes d'enlèvements et de violences⁶⁹, même dans le cadre de mouvements pendulaires pour accéder aux moyens de subsistance. Originellement transfrontalière pour le bétail, la transhumance a évolué en mouvements intrarégionaux à Diffa en réponse à l'insécurité grandissante dans la région du Lac Tchad⁷⁰.

Insécurité et perturbation d'accès aux moyens de subsistance : accès réduit aux opportunités professionnelles

Une autre activité pratiquée par la majorité des ménages dans 21% des sites de déplacés et largement soumise à des risques de protection est la vente de bois, de paille et de charbon. Le principal danger se situe en amont, lors de la collecte des matières premières en brousse. Ce ramassage est principalement réalisé par des jeunes garçons et filles⁷¹. Il s'agissait d'ailleurs du principal risque de protection identifié dans la région de Diffa pour les femmes et les filles en février 2020, sur 46% des sites de déplacés enquêtés dans le cadre de l'évaluation protection réalisée par REACH⁷². De plus, la coupe du bois est une activité tolérée mais soumise à des restrictions dans la région, où les coupeurs risquent en théorie des amendes⁷³.

Finalement, l'insécurité est évoquée comme l'une des principales problématiques rencontrées par les ménages retournés pour le stockage selon les IC, dans trois sites sur dix. L'insécurité est une problématique lorsque les groupes armés détruisent ou endommagent les infrastructures et équipements de stockage des ménages. On retrouve ce problème dans les communes de Toumour (environ un tiers des sites) et de Gueskéroù, où l'insécurité est particulièrement citée (près de la moitié des sites enquêtés), ainsi que dans les communes de

⁶⁹ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁷⁰ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

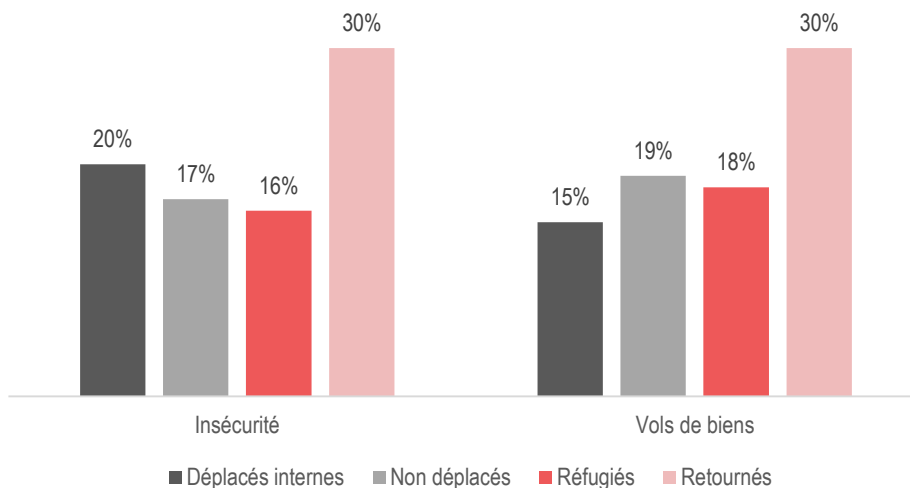
⁷¹ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁷² REACH, *Évaluation de la situation en matière de protection des populations déplacées dans la région de Diffa*, juillet 2020

⁷³ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

Bosso et Chétimari selon les IC, avec respectivement 13% et 23% des sites de déplacés enquêtés concernés. Enfin, les vols de biens, qui sont une composante de l'insécurité, sont parmi les principales préoccupations rapportées par les IC dans les communes de Goudoumaria, Toumour, Diffa et Foulatari (respectivement 30%, 29%, 24% et 22%).

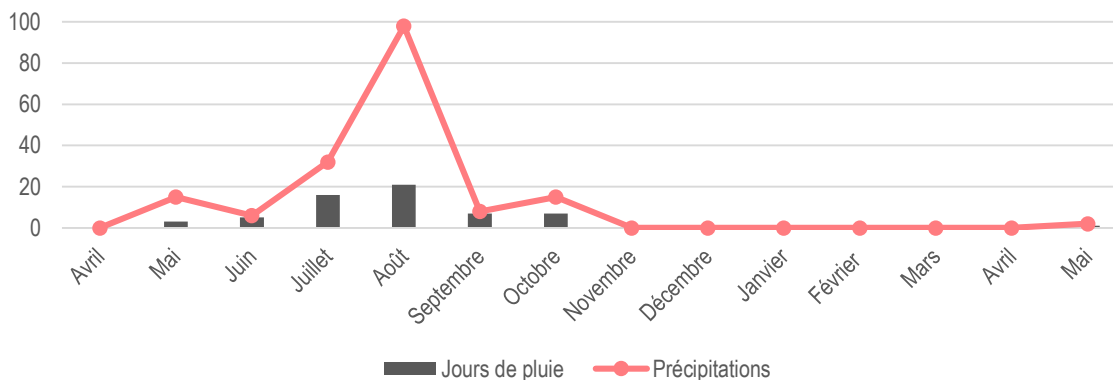
Figure 4. Pourcentage de sites où les IC rapportent l'insécurité et le vol de biens comme une problématique majeure des ménages en matière de stockage, par statut



2. Conditions climatiques

La région de Diffa connaît un climat rigoureux et venteux, avec des événements climatiques extrêmes réguliers, en particulier les inondations et les sécheresses. La bande agropastorale et les zones d'agriculture pluviale sont particulièrement vulnérables aux inondations. Ainsi, dans 54% des sites de la commune de Gueskérou et 25% des sites de la commune de Chétimari les IC ont déclaré que les moyens de subsistance des ménages ont été impactés négativement par de mauvaises conditions climatiques. A la fin de l'année 2019, des précipitations dont les niveaux étaient au-dessus des normales de saison ont entraîné le débordement de la Komadougou et d'importantes inondations. Ces inondations ont causé des dégâts importants sur les sites de déplacés, détruisant par endroits les parcelles agricoles, la production⁷⁴ et contribuant à l'ensevelissement de zones de pâturage⁷⁵.

Figure 5. Pluviométrie moyenne (en mm) dans la ville de Diffa entre avril 2019 et mai 2020⁷⁶



⁷⁴ FAO, [Rapport de mission conjointe d'évaluation des sites de sinistrés des inondations \(Woulwa et Youwa\) dans la commune de Gueskérou \(Awaridi et Bagara\) et dans la commune de Diffa](#), février 2020

⁷⁵ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

⁷⁶ [World weather online, Diffa monthly climate averages](#)

Les communes de Diffa, Chétimari et Gueskéroù ont été particulièrement concernées par ces inondations. De plus, suite aux inondations successives dans la région de Diffa, les IC rapportent dans les communes de Toumour, Diffa et Gueskéroù que « les inondations ont réduit les capacités de production des pâturages » (respectivement 33%, 31% et 25% des sites) comme principale difficulté pour les ménages vivant de l'exploitation du bétail. Les inondations ont contribué à réduire les espaces disponibles de pâturage et faire pression sur les ressources naturelles disponibles, comme évoqué précédemment. Enfin, dans les zones d'agriculture de décrue, largement enclavées en raison de la qualité médiocre des infrastructures de transports et de l'insécurité, les inondations contribuent à renforcer l'isolement de certains sites, et fragilisent les ménages les plus vulnérables⁷⁷.

Figure 6. Trois principales communes où les inondations ont réduit les capacités de production des pâturages selon les IC, par pourcentage de sites



En outre, le modèle pastoral, bien qu'adapté aux conditions climatiques rigoureuses de la région de Diffa, peut être durablement déstabilisé par les sécheresses. En effet, elles peuvent réduire les zones de pâturages, notamment dans la zone de pastoralisme transhumant où des feux de brousse ont lieu durant la saison chaude et sèche⁷⁸. Elles peuvent aussi entraîner une perte de têtes de bétails⁷⁹. En effet, les sécheresses peuvent entraîner une hausse des prix des céréales en raison de la réduction de l'offre tout en réduisant la valeur du bétail en raison de la maladie et de la mauvaise santé des troupeaux ; les termes de l'échange des animaux d'élevage s'en trouvent alors considérablement réduits. Par conséquent, les ménages qui dépendent du bétail dans la région sont très exposés à des risques élevés en matière de sécurité alimentaire. Le risque élevé peut se poursuivre pendant des périodes prolongées en raison du temps nécessaire à la reconstitution des troupeaux, qu'il soit lié à une maladie de trait ou à une maladie du bétail.⁸⁰ En outre, un engagement limité dans l'agriculture réduit la capacité d'adaptation (résilience) des ménages aux chocs. Ceci est d'autant plus vrai pour les ménages déplacés qui disposent en moyenne de moins de têtes de bétail que les populations non déplacées⁸¹. Les agriculteurs peuvent également être mis à mal par les sécheresses, notamment lorsque le flux de la rivière Komadougou est insuffisant aux mois de mars et avril pour assurer la production de la culture de poivron⁸². Enfin, même lorsqu'aucune valeur extrême de précipitations n'est atteinte, l'irrégularité de celles-ci lors de la saison agricole, en particulier entre juin et septembre, peut menacer les cultures. C'est ainsi le cas dans les zones d'agriculture pluviale, d'agriculture de décrue et d'agriculture en cuvette⁸³.

⁷⁷ FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

⁷⁸ FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

⁷⁹ FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

⁸⁰ FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

⁸¹ Concern Worldwide, *Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger : Rapport Final : Evaluation des aptitudes des petits ruminants de Diffa et des préférences des ménages*, avril 2020

⁸² FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

⁸³ FEWS NET, [Livelihoods zoning « plus » activity in Niger](#), August 2011

3. Maladies et pestes

Les épizooties et les maladies des plantations représentent une menace importante pour les ménages vivant de l'agriculture et de l'élevage. D'une part, les épizooties menacent régulièrement les cheptels de la région. Elles mettent les ménages particulièrement à risque dans la zone de pastoralisme transhumant et nomade où les ménages en majorité éleveurs dépendent en quasi-totalité du bétail pour générer des revenus et s'approvisionner en biens alimentaires. De plus, la perte de tête de bétail engendre un appauvrissement immédiat pour les ménages vivant de l'élevage et réduit leur résilience face à d'autres chocs. Ainsi, sur le site de Maholi, un IC a indiqué « les cheptels meurent de maladie » comme l'une des principales difficultés des ménages vivant de l'exploitation du bétail, tandis qu'à N'Guigmi, 18% des sites couverts étaient concernés. La bande agropastorale et les zones d'agriculture de décrue du lac Tchad où de nombreux éleveurs emmènent paître leurs troupeaux sont aussi menacées par les risques d'émergence de maladie du bétail⁸⁴. C'est le cas notamment de la commune de Goudoumaria, où dans 40% des sites enquêtés les IC ont rapporté que la perte de cheptel due à des épizooties était l'une des principales difficultés des éleveurs. Dans 30% des sites, les ménages retournés voient leur bétail mourir de maladie, selon les IC ; cela contribue largement à la baisse de revenus des éleveurs des zones pastorales de la région de Diffa en avril 2020, faisant basculer une partie de ces ménages en situation de stress⁸⁵. Sur le site de N'Guel Beyli, l'IC interrogé déplorait par ailleurs la faible couverture vaccinale pour les troupeaux. D'autre part, les cultures subissent également l'apparition de maladies, qui endommagent voire détruisent les plants. Ainsi, les cultures de poivrons sont régulièrement perdues à cause d'une maladie qui sévit de novembre à décembre. De même, des maladies se développent dans les cultures de mil et sorgho aux mois d'août et septembre dans les sites pratiquant l'agriculture pluviale⁸⁶.

Par ailleurs, comme évoqué précédemment, la crise sanitaire liée à l'émergence du COVID-19 a eu des répercussions sur les ménages vivants dans la région de Diffa. Bien que le nombre de cas identifiés au Niger reste à ce jour limité, avec 1 176 cas confirmés au 31 août 2020⁸⁷, les restrictions découlant des politiques de lutte contre la propagation du virus ont eu des effets notables sur les populations. Dans la région de Diffa, les restrictions de mouvements ont eu un impact négatif sur l'accès des ménages à leurs moyens de subsistance et ont ainsi contribué à faire basculer un nombre important de ménages dans l'insécurité alimentaire⁸⁸. Ces restrictions ont aussi eu un retentissement important sur l'accès des ménages et le fonctionnement des marchés, détaillés dans la section *Fonctionnement des marchés*.

En outre, les pestes constituent également une menace importante pour les cultures dans la région de Diffa, dans les zones de moyens de subsistance qui pratiquent massivement l'agriculture. C'est notamment le cas de la bande agropastorale, de la zone d'agriculture de décrue, et dans la zone d'agriculture en cuvette. Dans cette dernière, les attaques de pestes des palmiers à dattes entre novembre et décembre sont un risque majeur pour les ménages dépendant de ce revenu pour subsister⁸⁹. Enfin, parmi les différents types de pestes, les invasions acridiennes et en particulier le criquet pèlerin est un sujet d'inquiétude croissant depuis fin 2019. L'émergence d'essaim dans la corne de l'Afrique à cette période, et le début de la saison des pluies en Afrique de l'Ouest, pourraient contribuer à l'agrégation d'individus et à la migration d'essaim au Niger, avec de potentiels dégâts importants sur les cultures⁹⁰.

⁸⁴ FEWS NET, *Livelihoods zoning « plus » activity in Niger*, August 2011

⁸⁵ FEWS NET, *Suivi de la situation alimentaire*, mai 2020

⁸⁶ FEWS NET, *Livelihoods zoning « plus » activity in Niger*, August 2011

⁸⁷ OCHA, *Niger, évolution des cas de COVID-19 en temps réel*, 2020

⁸⁸ DNP/GCA, *Situation alimentaire, nutritionnelle, pastorale, sanitaire et socioéconomique au 30 avril 2020 dans le contexte de la pandémie du COVID-19*, mai 2020

⁸⁹ FEWS NET, *Livelihoods zoning « plus » activity in Niger*, August 2011

⁹⁰ République du Niger, Ministère de l'agriculture et de l'élevage, centre national de lutte antiacridienne, *Plan d'actions d'urgence de prévention du risque acridien*, février 2020

L'insécurité, le climat et les maladies sont les principaux risques auxquels sont exposés les ménages vivant dans les sites de déplacés de la région de Diffa. L'insécurité est liée à un accès réduit aux zones et aux moyens de subsistance traditionnels, telles que les zones de pêche, de culture et de pâturages près du lac Tchad et le long de la Komadougou. L'augmentation des aléas climatiques extrêmes a réduit les ressources disponibles, comme les pâturages pour le bétail, ce qui entraîne souvent des tensions accrues entre les pasteurs et les agriculteurs, voire entre les différents groupes pastoraux. Enfin, les maladies et les pestes constituent également un danger pour le bétail et les agriculteurs, entraînant souvent des pertes supplémentaires dans les troupeaux et les cultures. Aucun de ces risques n'interagit de manière isolée. Souvent, les ménages subissent à des degrés divers chaque risque avec des effets différents en fonction de leur vulnérabilité et de leur capacité d'adaptation. Il a été souligné que les pasteurs courent un risque relativement plus élevé en matière de sécurité alimentaire en raison de l'exposition à la sécheresse et aux maladies, ce qui augmente la probabilité de pertes importantes de bétail, dont les troupeaux peuvent mettre des années à se rétablir. Comme le montre la section suivante, les aléas peuvent également avoir des répercussions directes et indirectes sur l'accès aux moyens de subsistance par le biais des obstacles physiques, des prix et des possibilités de travail.

b) Barrières matérielles liées aux contraintes exogènes

1. Accès aux terres et aux ressources naturelles

Barrières d'accès aux moyens de subsistance : réduction de l'accès aux terres

La problématique de l'accès aux terres est largement répandue dans la région de Diffa et concerne aussi bien l'agriculture que l'élevage. Ainsi, la principale raison citée par les IC pour expliquer le manque d'accès aux moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données, tous statuts confondus, était l'insuffisance de terres pour cultiver⁹¹ (50% des sites). Cette difficulté semble particulièrement forte pour les ménages PDI et réfugiés selon les IC (respectivement 37% et 39% des sites concernés) puisqu'elle constitue la principale raison du manque d'accès aux moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données⁹². En particulier, il apparaît que dans l'ensemble des sites évalués de la commune de Goudoumaria et 75% des sites de la commune de Chétimari, les IC indiquaient que les ménages ne disposaient pas de suffisamment de terres pour cultiver. De même, dans la commune de N'Guigmi, les difficultés d'accès à des parcelles pour cultiver ou faire paître le bétail reviennent comme les deuxièmes raisons évoquées dans 42% des sites pour expliquer le manque d'accès aux moyens de subsistance habituels de la majorité des ménages sur leur site.

Par ailleurs, les difficultés d'accès aux terres cultivables étaient aussi un sujet de préoccupation des ménages vivant de l'agriculture pour l'autoconsommation et la vente au cours du mois précédant la collecte de données d'après les IC interrogés, en particulier dans les communes de Bosso, Kablewa et N'Gourti. Cette contrainte n'est pas un phénomène nouveau, puisqu'en 2017, parmi les 40% de ménages n'ayant pas exploité de terres lors de la campagne agricole dans la région de Diffa, 18% exposaient des difficultés d'accès au prêt ou aux locations de terres, selon l'évaluation réalisée par le PAM⁹³.

Barrières d'accès aux moyens de subsistance : augmentation de la rareté des ressources naturelles

Outre l'accès aux terres, la pression sur les ressources naturelles et en particulier l'eau constitue également un enjeu de taille pour les ménages vivant dans la région de Diffa. Ainsi, les ressources en eau se

⁹¹ Les difficultés d'accès aux terres pour cultiver sont principalement dues aux problèmes d'accès consécutifs à la réduction de l'espace agricole et pastoral du fait de la présence de groupes armés dans la région ainsi que des forces armées limitant les mouvements de populations, et non à cause de leur faible disponibilité

⁹² La différence entre la valeur maximale obtenue pour la région et par statut s'explique par la pondération effectuée au niveau des sites

⁹³ PAM, *Evaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en situation d'urgence dans la région de Diffa, Niger*, septembre 2017

raréfient plus on remonte vers le Nord de la région, rendant difficiles l'irrigation de cultures et l'abreuvement des animaux. De fait l'une des problématiques centrales de la commune de Foulatari en 2020 pour l'accès aux moyens de subsistance est l'accès à l'eau, notamment pour le bétail dans les zones de pâturage⁹⁴.

Enfin, étroitement lié aux problématiques d'accès aux terres et à l'eau, les difficultés d'accès aux fourrages pour nourrir les petits et gros ruminants est aussi une difficulté largement évoquée par les IC pour les ménages vivant de l'exploitation du bétail. En 2019, dans la région de Diffa, plus de 24% des pâturages étaient considérés comme très dégradés en comparaison à l'année précédente⁹⁵, et cette situation critique semble se poursuivre en 2020. En effet, en mai 2020, l'accès au pâturage dans les zones pastorales de la région était bien inférieur aux normales nationales (62% dans la région de Diffa et 87% au niveau national)⁹⁶. D'après les résultats de l'évaluation, dans les communes largement pastorales de N'Gourti, Kablewa et N'Guel Beyli, le déficit fourrager est particulièrement préoccupant pour les éleveurs vivant sur les sites de déplacés. Ainsi, les IC rapportent que sur les sites de N'Guel Beyli et de Maholi (N'Gourti) le manque de fourrage et la surexploitation des pâturages sont les deux principales problématiques pour les ménages vivant de l'exploitation du bétail. Le manque de fourrage concerne également 46% et 38% des sites enquêtés dans les communes de Bosso et de Kablewa, tandis que les ménages retournés et PDI sont les principaux concernés par cette difficulté (dans 30% et 19% des sites respectivement). Le manque de fourrage et la surexploitation des pâturages sont principalement liés aux restrictions de mouvements imposées par les FDS ainsi qu'à la réduction des zones accessibles du fait de l'action des groupes armés dans la région, comme évoqué précédemment. Les éleveurs sont alors contraints de cohabiter sur des zones de pâturage restreintes, et souvent insuffisantes pour couvrir les besoins des cheptels. Ce déficit fourrager a pour conséquence un mauvais état physique du bétail. Ce faisant, la poursuite des restrictions de mouvement des troupeaux à grande échelle alors que le fourrage est faiblement disponible pourrait engendrer des pertes de bétails substantielles et l'effondrement du pouvoir d'achat des ménages éleveurs en cas de chocs. L'accès de ces ménages à des produits alimentaires seraient particulièrement réduit. Le suivi de ces interactions est donc primordial pour détecter les signaux d'alerte et ainsi évaluer l'ampleur et la gravité de l'insécurité alimentaire des éleveurs vivant dans la région de Diffa.

2. Accès aux intrants et matériels agricoles

Dans le secteur agricole, il a notamment été rapporté que la principale problématique expliquant les difficultés des ménages vivant de l'exploitation des parcelles est liée aux difficultés d'accès aux intrants agricoles (48% des sites), suivi de près par le manque de matériel agricole pour exploiter la terre (44% des sites). Dans cette évaluation, les intrants agricoles se réfèrent à l'ensemble des produits apportés aux terres et aux cultures pour en améliorer les rendements. Il peut ainsi s'agir de semences, de fertilisants ou encore de produits phytosanitaires types pesticides. Le matériel agricole quant à lui est l'ensemble des outils et véhicules contribuant à la mécanisation de l'activité. Les intrants comme le matériel agricole sont souvent importés de l'étranger, puis commercialisés par le Centre d'approvisionnement des intrants et matériels agricoles (CAIMA)⁹⁷ à différents revendeurs dans le pays avant d'arriver au niveau des agriculteurs. Toutefois, le modèle d'exploitation agricole nigérien reste extensif, et l'accès aux intrants et matériels agricoles est structurellement bas. En raison des restrictions et de la diminution des échanges internationaux liées au COVID-19, ces difficultés d'accès chroniques pourraient avoir été renforcées sur la période de collecte de données. De même, les conditions climatiques telles que de fortes pluies, participant à l'enclavement de certaines zones, contribuent à réduire l'accès des ménages aux intrants et matériels agricoles durant la saison des pluies, alors qu'il s'agit précisément dans la région de Diffa

⁹⁴ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

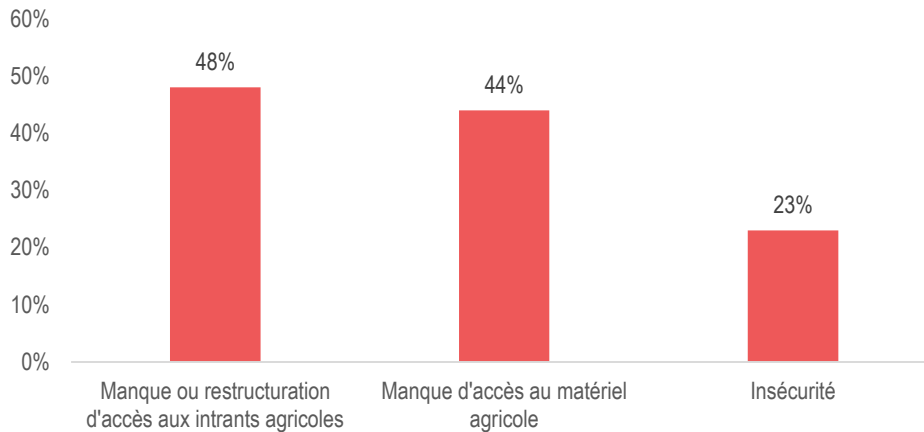
⁹⁵ DNP-GCA, *Enquête conjointe « sites sentinelles » : Rapport final*, octobre 2019

⁹⁶ DNP-GCA, [Situation alimentaire, nutritionnelle, pastorale, sanitaire et socioéconomique au 30 avril 2020 dans le contexte de la pandémie du COVID-19](#), mai 2020

⁹⁷ FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

du moment où ils sont le plus utilisés. La problématique est particulièrement forte chez les ménages non déplacés selon les IC (52% des sites enquêtés). Ces deux besoins prioritaires (accès aux intrants agricoles et à du matériel agricole) se retrouvent parmi les statuts interrogés dans les sites de déplacés, et contribuent à des rendements relativement faibles des terres agricoles.

Figure 7. Principales difficultés rapportées par les IC pour les ménages vivant de l'exploitation des parcelles de terre, par pourcentage de sites



3. Disponibilité des équipements de stockage

Les équipements de stockage sont particulièrement importants lorsque le modèle de subsistance des ménages repose principalement sur l'agriculture, car ils permettent, entre autres, de stocker les réserves alimentaires qui permettent de couvrir les périodes creuses. La période de soudure au Niger s'étant de juin à août-septembre (voir Figure 1. Calendrier saisonnier et agricole du Niger en introduction). En fait, les dernières réserves de céréales sont épuisées dans la région de Diffa aux alentours d'avril, tandis que la majorité des ménages n'en disposent déjà plus depuis plusieurs mois et dépendent entièrement du marché pour s'approvisionner. Cette capacité de consommation et de commercialisation des céréales est conditionnée entre autre par la disponibilité d'équipements de stockage. En effet, dans la majorité des zones de subsistance étudiées, une unique récolte a lieu, à partir de septembre. Les ménages dépendent donc en premier lieu de la production de cette récolte et ensuite de leur capacité à stocker pour tenir le reste de l'année. Les difficultés de préservation des produits du fait de la faible qualité des infrastructures de stockage contraignent également les ménages producteurs à revendre leur surplus durant les récoltes, lorsque les prix sont au plus bas⁹⁸.

Tout d'abord, il est important de noter que dans 40% des sites enquêtés, les IC ont rapporté ne rencontrer aucune difficulté en ce qui concerne les équipements de stockage. Le principal besoin des ménages en matière d'équipements de stockage est leur mise à disposition. En effet, l'insuffisance ou l'absence d'espace de stockage concernent respectivement 27% et 23% des sites de déplacés enquêtés dans la région de Diffa. En particulier, dans 24% des sites, les personnes déplacées internes ne disposaient d'aucun espace de stockage selon les IC, alors que 20% des sites comptaient des ménages réfugiés ayant le même problème. Par conséquent, les ménages stockent peu ou pas lors des surplus de production, et ne disposent pas des réserves suffisantes pendant les périodes de déficit alimentaire⁹⁹.

⁹⁸ FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

⁹⁹ FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

4. Absence d'opportunité de travail journalier et manqué de main-d'œuvre

En raison de l'épidémie de COVID-19 qui sévit depuis mars 2020 au Niger, les activités de commerce et les échanges ont été réduits et soumis à des restrictions de déplacements, ce qui contribue à accentuer la vulnérabilité des ménages dont l'un des principaux moyens de subsistance est l'exercice d'une activité journalière. De même, l'insécurité et les conditions climatiques réduisent les échanges dans la région et le besoin de main-d'œuvre, notamment journalière. Le travail journalier est donc, en règle générale, une activité fortement indexée au dynamisme économique de la région. Ainsi, l'absence d'opportunités de travail journalier était la deuxième raison donnée pour justifier le manque d'accès aux moyens de subsistance des ménages dans 82% des sites de la commune de Toumour, 50% des sites de la commune de Chétimari et 48% des sites de la commune de Diffa. Parmi les différents groupes de population, les ménages non déplacés ont été les moins concernés par le manque d'opportunités de travail journalier (19% des sites selon les IC). Les plus impactés sont les ménages réfugiés, avec un tiers des sites de déplacés couverts concernés. Enfin, les restrictions de déplacement pourraient également expliquer le manque de main-d'œuvre pour réaliser des travaux agricoles, travailler auprès des troupeaux ou encore exercer des emplois citadins. L'une autre des trois principales difficultés évoquées par les IC des sites de déplacés des communes de Kablewa et de Maïné-Soroa pour expliquer le manque d'accès aux moyens de subsistance de la majorité des ménages était donc le manque de main-d'œuvre disponible. En effet, cette difficulté a été mentionnée dans respectivement 42% et 38% des sites de déplacés. A noter que malgré la crise que connaît la région de Diffa, plusieurs milliers d'exodants en provenance de Zinder se déplacent dans la région lors de la saison sèche pour travailler comme domestiques sur de courtes périodes¹⁰⁰.

5. Absence de moyens financiers pour lancer une activité

Pour finir, l'absence de moyens financiers pour lancer une activité reste une contrainte importante dans l'accès des ménages à leurs moyens de subsistance. La principale raison donnée par les IC pour expliquer la perturbation des moyens de subsistance de la majorité des ménages dans les communes de Diffa et Maïné-Soroa est l'absence de moyens financiers pour lancer une activité (respectivement 84% et 48% des sites). Pour les sites de déplacés de la commune de Diffa, qui se trouvent en périphérie ou à proximité de la capitale régionale Diffa, et des marchés de la ville, les activités commerciales revêtent en effet une importance particulière. A Toumour, l'absence de moyens financiers pour lancer une activité est la deuxième raison donnée pour expliquer les difficultés d'accès aux moyens de subsistance (73% des sites). Les ménages non déplacés, PDI et réfugiés sont affectés à des niveaux relativement similaires d'après les IC (environ un tiers des sites couverts). Les difficultés liées aux moyens de subsistance dans la région de Diffa sont donc multiformes et interconnectées. Par conséquent, la région doit faire face à des déficits céréaliers et pastoraux chroniques, alors que l'insécurité aggrave un environnement déjà contraint par un climat rigoureux, des vents importants et des sols pauvres¹⁰¹.

Groupes vulnérables

L'évaluation menée dans les sites de déplacés de la région de Diffa a permis d'identifier plusieurs groupes particulièrement vulnérables en matière d'accès à des moyens de subsistance. Ainsi, dans 73% des sites enquêtés de la région de Diffa, les personnes âgées ont été rapportées par les IC comme étant particulièrement à risque, suivies par les personnes en situation de handicap, sur 68% des sites couverts¹⁰².

¹⁰⁰ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

¹⁰¹ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

¹⁰² S'agissant d'une réponse à choix multiples, le total des pourcentages peut excéder 100%

Figure 8. Principaux groupes vulnérables identifiés par les IC en matière d'accès aux moyens de subsistance, par pourcentage de sites



Par ailleurs, le sexe semble avoir une influence sur l'accès aux moyens de subsistance des populations, puisque les IC ont rapporté dans 39% des sites de déplacés enquêtés que les femmes et les filles étaient particulièrement vulnérables. S'ajoute à cela leur statut marital, qui jouerait un rôle déterminant en exposant plus particulièrement les femmes veuves et divorcées à des difficultés d'accès aux moyens de subsistance. Ces tendances sont similaires entre tous les groupes de population.

Toutefois, d'autres groupes vulnérables ont pu être identifiés au niveau des communes. Ainsi, dans la commune de Bosso, les réfugiés ont été identifiés par les IC comme troisième groupe le plus vulnérable, dans 33% des sites couverts, après les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Dans la commune de Chétimari, 18% des sites comptaient des personnes déplacées internes particulièrement vulnérables en matière d'accès à des moyens de subsistance selon les IC. Par ailleurs, les IC ont indiqué que les enfants participant au revenu des ménages étaient vulnérables lorsqu'ils exerçaient ces activités. En particulier, l'évaluation REACH protection à Diffa indique que dans 43% des sites couverts, les filles et garçons courent des risques d'agressions physiques, psychologiques et/ou sexuelles sur le trajet pour collecter le bois¹⁰³.

Il est enfin à noter que dans les communes de Kablewa et Bosso, les hommes et les garçons ont été identifiés par les IC comme particulièrement vulnérables dans respectivement 21% et 25% des sites. Cela pourrait être dû à l'importance de la pêche d'une part et de la vente de paille et de bois comme moyens de subsistance dans les sites de déplacés de ces deux communes. En effet, comme précisé précédemment, cette activité présente des risques importants pour les personnes qui se rendent en brousse afin de collecter les matières premières.

Fonctionnement des marchés

Le fonctionnement des marchés, c'est-à-dire leur fonctionnalité, leur accessibilité et les prix qui s'y appliquent, est un élément essentiel pour appréhender pleinement les enjeux autour de l'accès aux moyens de subsistance des ménages de la région de Diffa. La section suivante détaille ces différentes composantes.

a) Accès aux marchés

Les ménages de la région de Diffa se fournissent largement sur les marchés, notamment pour obtenir les céréales (mil, sorgho, riz, maïs) et légumineuses (niébé) qui composent la base de leur alimentation¹⁰⁴. En outre, les échanges commerciaux sont une source importante de revenus des ménages dans la région, en atteste

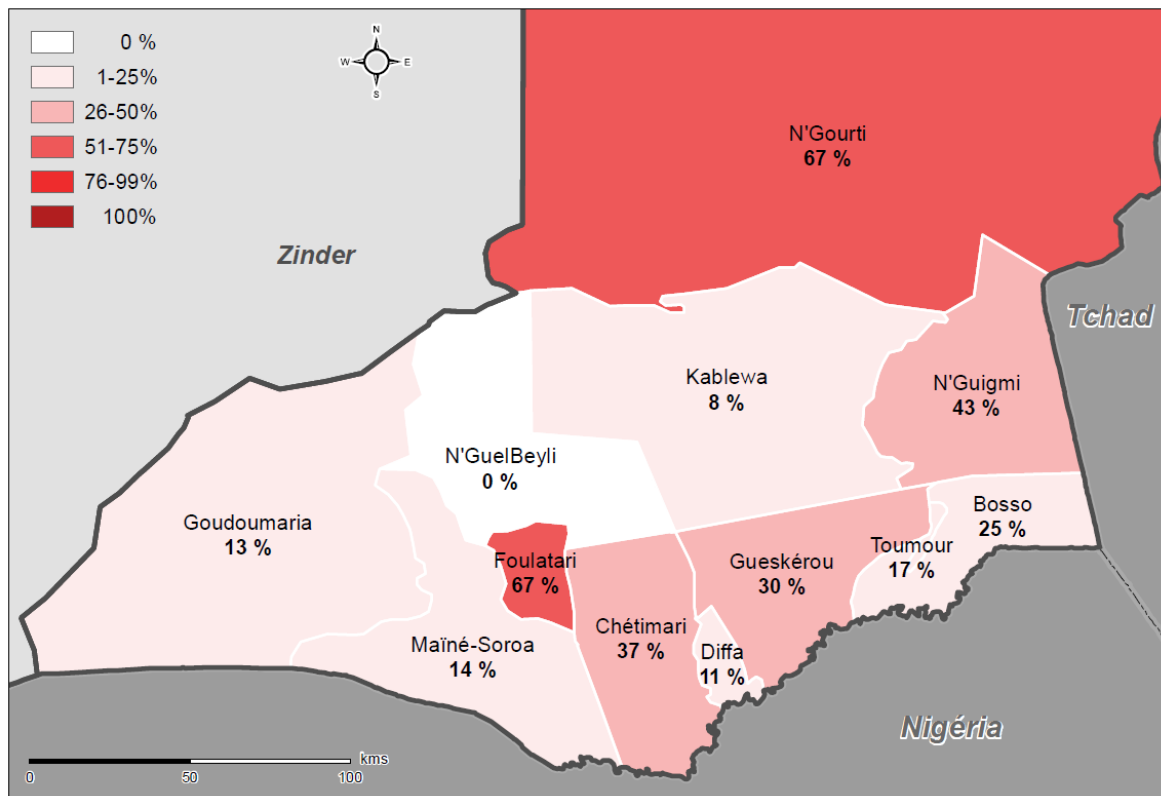
¹⁰³ REACH, *Evaluation de la situation en matière de protection des populations déplacées dans la région de Diffa*, juillet 2020

¹⁰⁴ FEWS NET, *Niger : Staple food and livestock market fundamentals*, September 2017

l'importance du petit commerce et des activités de vente sur les marchés et dans les boutiques, en particulier autour des centres urbains des différentes communes (voir section *Principaux moyens de subsistance dans les sites de déplacés de la région de Diffa*). Dès lors, l'accès de ces ménages à un marché fonctionnel est un élément clé dans l'évaluation de leurs moyens de subsistance.

Dans le cadre de l'accès des populations aux marchés, il a été demandé aux informateurs clés interrogés si au cours du mois précédant la collecte de données un marché fonctionnel se trouvait à distance de marche¹⁰⁵ de leur localité. **Sur les trois quarts des sites couverts dans la région, les IC ont répondu positivement. Cette statistique est similaire pour les différents statuts. Toutefois, des disparités importantes existent entre les différentes communes de la région.** Ainsi, sur 67% des sites couverts dans la commune de Foulatari, et le site de Maholi (N'Gourti), les IC interrogés déclarent qu'il n'y a pas de marché fonctionnel à distance de marche¹⁰⁶. La ruralité de ces deux communes, le nombre limité de marchés fonctionnels et l'étendue du territoire dans la commune de N'Gourti contribuent à expliquer ce phénomène. Ainsi, les principales difficultés rencontrées par les ménages pour accéder aux marchés de la commune selon les IC sont le manque de moyens de transports et les distances trop importantes à parcourir (67% des sites)¹⁰⁷.

Carte 5. Absence d'un marché fonctionnel à distance de marche de la localité selon les IC, par pourcentage de sites



L'ampleur des distances à parcourir et le manque de moyens de transport pour atteindre les marchés sont en fait cités par les IC comme les principales difficultés rencontrées par les ménages au niveau de la région (respectivement 18% et 12% des sites couverts). De plus, dans certaines communes, notamment Foulatari, Toumour et N'Gourti, seules des pistes non aménagées mènent aux marchés fonctionnels, ce qui rend plus difficile

¹⁰⁵ La distance de marche était laissée à la discrétion des IC

¹⁰⁶ Est qualifié de non fonctionnel tout marché fermé ou ne disposant pas d'exposants

¹⁰⁷ S'agissant d'une réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut excéder 100%

leur accessibilité¹⁰⁸. Une part importante des marchés des communes de N'Guigmi, Kablewa et N'Guelbeyli sont aussi principalement desservis par des pistes non aménagées¹⁰⁹. Il est important de souligner que la majorité des IC rapportent que les ménages de leur localité n'ont pas rencontré de difficultés pour accéder au marché au cours du mois précédant la collecte de données (57% des sites couverts).

Finalement, dans les communes de Toumour et de Kablewa, dans respectivement 73% et 42% des sites de déplacés évalués, le manque d'accès aux marchés pour faire du commerce était l'une des trois problématiques majeures expliquant les difficultés des ménages à accéder à leurs moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données. Les mesures prises pour endiguer la propagation du COVID-19 telles que les restrictions de déplacement, le respect des gestes barrières, le fait d'éviter les lieux publics ainsi que de rassemblement comme les marchés, ont été citées par les IC comme principales mesures mises en place¹¹⁰, et pourraient partiellement expliquer ces difficultés.

b) Difficultés liées au COVID-19

Comme évoqué précédemment, les difficultés structurelles dans la région de Diffa sont actuellement aggravées par les effets conjoncturels de l'épidémie de COVID-19 et des restrictions qui en découlent. Ainsi, les restrictions de déplacement liées à la crise sanitaire du COVID-19 semblent avoir contribué de manière non négligeable aux difficultés d'accès aux marchés sur le mois précédant la collecte de données, puisque dans 18% des sites couverts, les IC soulignent des « problèmes de déplacement liés au COVID-19 ». Les liaisons entre les régions du Niger et les grandes villes ont ainsi été limitées¹¹¹. Cette difficulté semble particulièrement importante dans la commune de Gueskérou, où elle concerne 45% des sites couverts par l'évaluation. Toujours dans cette même commune, les IC de 29% des sites déclarent que les marchés ont connu des « problèmes d'approvisionnement liés à la crise du COVID-19 ». Bien que les frontières avec le Nigéria soient restées poreuses, le renforcement des contrôles suite à leur fermeture côté Niger pour limiter la propagation du COVID-19 a pu avoir un impact sur les marchés régionaux¹¹². En ce sens, en avril 2020, dans 10% des marchés céréaliers, la disponibilité des produits était en baisse, tandis que 20% étaient perturbés ou fermés en raison de l'insécurité mais aussi des restrictions liées au COVID-19¹¹³.

Au niveau des marchés à bétails, les systèmes de suivi ont constaté une baisse du volume de présentation et de vente de bétail (respectivement 10% et 16%) en mai 2020 par rapport au mois précédent, résultant de la diminution de la fréquentation des marchés suite aux restrictions de déplacement imposées pour limiter les risques de propagation du COVID-19 selon les suivis réalisés par le Système d'alerte précoce (SAP) dans la région¹¹⁴. De même, bien que sur environ la moitié des sites couverts par l'évaluation les populations déplacées internes, non déplacées et réfugiées ne rencontrent aucune difficulté, dans environ deux sites sur dix, les IC ont rapporté des problèmes de déplacement liés à la crise du COVID-19 parmi les ménages de leur communauté (respectivement 23%, 18% et 19% des sites). Parmi les ménages retournés, cela concernait 10% des sites couverts.

¹⁰⁸ REACH, [Evaluation de la faisabilité du transfert monétaire multisectoriel dans la région de Diffa](#), juin 2019

¹⁰⁹ REACH, [Evaluation de la faisabilité du transfert monétaire multisectoriel dans la région de Diffa](#), juin 2019

¹¹⁰ REACH, [Evaluation en eau, hygiène et assainissement dans les sites de déplacés de la région de Diffa](#), mai 2020

¹¹¹ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

¹¹² Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

¹¹³ DNP-GCA, [Situation alimentaire, nutritionnelle, pastorale, sanitaire et socioéconomique au 30 avril 2020 dans le contexte de la pandémie du COVID-19](#), mai 2020

¹¹⁴ DNP-GCA, [Situation alimentaire, nutritionnelle, pastorale, sanitaire et socioéconomique au 30 avril 2020 dans le contexte de la pandémie du COVID-19](#), mai 2020

c) Variation du prix des denrées sur les marchés de la région

Avec un taux de pauvreté extrême de 41% au Niger en 2019¹¹⁵, les variations des prix sur les marchés peuvent avoir des conséquences graves sur les capacités des ménages à se fournir en produits de première nécessité, alimentaires ou non, malgré le maintien de leurs moyens de subsistance. Dans les sites de déplacés de la région de Diffa, les populations sont particulièrement vulnérables à ces fluctuations de prix, car elles font face à des déficits céréaliers chroniques, en particulier durant la période de soudure qui s'étend de juin à août¹¹⁶. Entre autres, les travailleurs journaliers et les petits commerçants subissent directement les fluctuations des prix sur le marché en cette période de crise sanitaire, puisque leurs revenus sont très fortement impactés par les baisses d'activité¹¹⁷. Dès lors, l'analyse des variations des prix sur les marchés de la région de Diffa sur la période de la collecte de données constitue un enjeu clé pour la compréhension de la situation des ménages en matière de moyens de subsistance. Les deux principaux éléments qui seront étudiés sont le prix des céréales et du bétail sur les marchés, étant donné leur rôle clé d'une part dans les revenus des ménages (agriculture pour vente et vente de bétails/produits d'élevage) et d'autre part en raison de leur part importante dans l'alimentation des ménages de la région de Diffa.

Il est à préciser que certains facteurs externes influencent fortement les prix dans la région de Diffa. La qualité médiocre des axes routiers sur une partie de la région contribue à l'augmentation des coûts liés au transport de marchandises. Par ailleurs, le Nigéria étant le principal partenaire commercial du Niger, les marchés de la région de Diffa dépendent fortement des performances des marchés nigériens pour couvrir les besoins des populations lors de mauvaises saisons agricoles, en particulier pour les céréales¹¹⁸. Enfin, d'après les commerçants et gestionnaires de marchés, durant la saison chaude et jusqu'à la fin de la période de soudure, certains produits saisonniers sont indisponibles, ou sont concernés par une hausse des prix¹¹⁹.

1. Prix des céréales et des légumineuses

Tandis que la région de Diffa a une balance céréalière déficitaire, l'achat de céréales représente environ 60% des dépenses alimentaires des ménages cette région¹²⁰. Le mil et le sorgho sont les deux principales céréales consommées au Niger¹²¹. Le prix de ces deux céréales connaît des variations notables au cours de l'année et d'une année à l'autre dans la région de Diffa, notamment en raison de la volatilité des prix sur les marchés nigériens¹²².

Une hausse du prix du mil a ainsi été observée en mars 2020 sur le marché de N'Guigmi, comparé aux cinq dernières années, pour revenir à des valeurs plus habituelles en avril 2020. Le marché de la ville de N'Guigmi est un marché important de la région : situé en zone pastorale, il sert de point d'approvisionnement à des ménages d'éleveurs fortement dépendants des marchés pour se procurer en céréales, qui constituent la majeure partie de leur panier alimentaire. Les prix élevés sur le marché de N'Guigmi comparé au reste de la région sont aussi liés à l'état de détérioration avancé des routes. Alors que l'élevage connaît sa période creuse, et combinée à des difficultés de production de fourrage qui fragilisent le physique des cheptels dont les têtes se vendent moins cher, l'augmentation du prix du mil est donc préoccupante et reste à surveiller. D'autres céréales comme le maïs ou le riz sont peu consommées en zone rurale, et principalement utilisées comme substituts durant la période de soudure

¹¹⁵ International Development Association, [Niger overview](#), 2020

¹¹⁶ FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

¹¹⁷ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

¹¹⁸ FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

¹¹⁹ REACH, [Evaluation de la faisabilité du transfert monétaire multisectoriel dans la région de Diffa](#), juin 2019

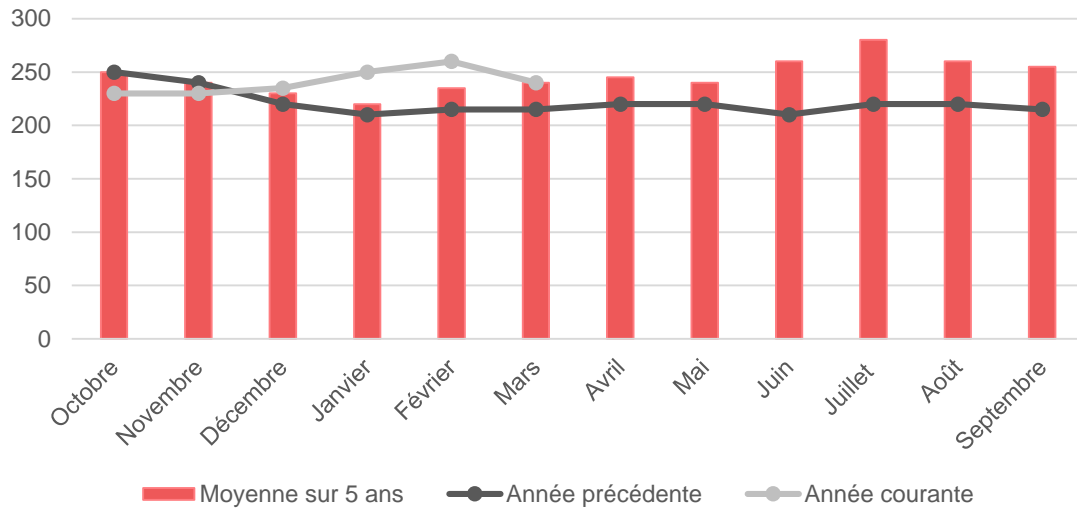
¹²⁰ PAM, [Evaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en situation d'urgence dans la région de Diffa, Niger](#), septembre 2017

¹²¹ FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

¹²² FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

lorsque les autres céréales, comme le mil et le sorgho sont épuisées ou trop chères¹²³. Le prix du maïs sur le marché de Diffa était stable entre mars et avril 2020, mais largement au-dessus des moyennes des cinq années précédentes¹²⁴.

Figure 9. Variation nominale du prix au détail du mil sur le marché de N'guigmi sur l'année, en XOF / kg¹²⁵



Enfin le niébé, principalement produit dans la région de Maradi, constitue l'une des principales légumineuses consommées par les ménages pauvres de la région de Diffa, pour obtenir des protéines¹²⁶. Les restes du niébé sont aussi utilisés après les récoltes comme fourrage (fane de niébé)¹²⁷. Les prix du niébé varient considérablement entre les différentes régions du Niger. Du fait de son éloignement et de l'absence de production de niébé dans la région, le marché de Diffa a les prix moyens les plus élevés du Niger¹²⁸. Cependant, le prix du niébé en avril 2020 était largement inférieur sur le marché de Diffa aux moyennes des cinq années précédentes¹²⁹, notamment en raison de la baisse de la demande nigériane, vers qui une part importante de la production de niébé est généralement dirigée.

¹²³ FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

¹²⁴ FEWS NET, [Niger Price Bulletin](#), April 2020

¹²⁵ Source : FEWS NET, [Niger Price Bulletin](#), May 2020

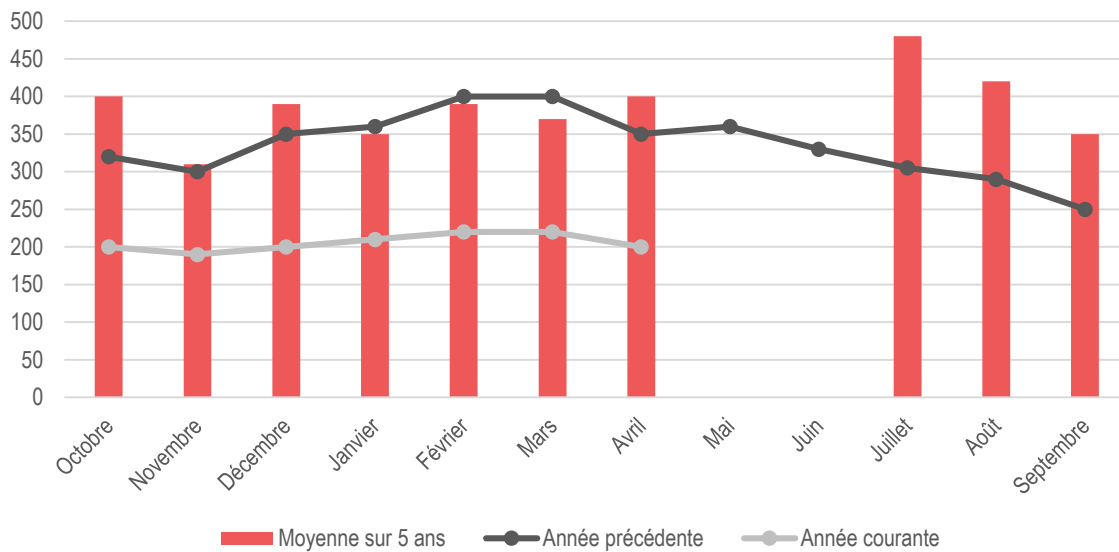
¹²⁶ FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

¹²⁷ FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

¹²⁸ FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

¹²⁹ FEWS NET, [Niger Price Bulletin](#), April 2020

Figure 10. Variation nominale du prix au détail du niébé sur le marché de Diffa sur l'année, en XOF / kg¹³⁰



2. Prix du bétail

Il existe trois types de marchés à bétail dans la région de Diffa¹³¹ : les marchés de collecte assurent le contact entre les éleveurs et les acheteurs directs ; ils se situent dans les zones pastorales et agropastorales. Les marchés de regroupement exposent les animaux achetés sur les marchés de collecte par des petits commerçants et sont situés au sud de la région, dans la bande agricole. Enfin les marchés de consommation sont alimentés par les marchés de regroupement et se situent dans l'ensemble de la région. **En mai 2020, le fonctionnement de ces différents marchés à bétail de la région de Diffa était perturbé, notamment en raison des restrictions liées au COVID-19¹³².**

Le prix du bétail sur les marchés de la région de Diffa est très volatile, et peut tomber à des niveaux extrêmement bas, exposant les éleveurs à des difficultés budgétaires, avec des moyens de subsistance alors presque nuls¹³³. Les prix ont tendance à augmenter à la fin de la saison des pluies, et chuter à l'inverse de manière abrupte durant la période de soudure¹³⁴. Or, la période de soudure constitue souvent le moment où la hausse des prix des céréales sur le marché contraint les éleveurs à vendre des têtes de bétails, à des prix désavantageux. Par exemple, dans la commune de Foulatari, dans 22% des sites enquêtés les IC rapportaient que la vente d'une partie du cheptel en période de soudure était l'une des principales difficultés des éleveurs. Plusieurs facteurs contribuent à accentuer ces variations de prix, notamment le niveau d'engraissement des bêtes, la volonté des éleveurs à vendre, et l'accessibilité des marchés. De plus, des disparités importantes au niveau des prix de vente sur les marchés en fonction de l'espèce et de la race vendue, ainsi que de l'âge de la bête existent¹³⁵. Ces variations se retrouvent également d'un département à l'autre. Ainsi, en mai 2020, comparativement à mai 2019, le prix moyen du taureau a augmenté dans le département de Maïné-Soroa, alors qu'il a diminué dans le

¹³⁰ Source : FEWS NET, [Niger Price bulletin](#), May 2020

¹³¹ Concern Worldwide, [Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger : Rapport Final : Evaluation des aptitudes des petits ruminants de Diffa et des préférences des ménages](#), avril 2020

¹³² DNP-GCA, [Situation alimentaire, nutritionnelle, pastorale, sanitaire et socioéconomique au 30 avril 2020 dans le contexte de la pandémie du COVID-19](#), mai 2020

¹³³ FEWS NET, [Niger Price Bulletin](#), April 2020

¹³⁴ FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

¹³⁵ SIMB, [Bulletin mensuel](#), mai 2020

département de Diffa¹³⁶. En outre, le rapport entre le prix de vente d'un sac de 100kg de mil et d'un bouc est un repère régulièrement utilisé pour évaluer la vulnérabilité des éleveurs dans la région de Diffa. Un rapport inférieur à 1 est préoccupant. Ainsi, dans la région de Diffa, avec un rapport de respectivement 0,24 à 0,63 pour le bouc de moins d'un an et 0,55 à 1,22 pour le bouc adulte^{137;138} la situation des éleveurs en avril 2020 est à surveiller. Enfin, la deuxième problématique identifiée pour les ménages vivant de l'exploitation du bétail dans la région de Diffa est le prix des petits ruminants trop élevé, qui empêche les éleveurs d'acquérir de nouvelles têtes dans leur cheptel (21% des sites de la région de Diffa).

Budget des ménages et stratégies d'adaptation

Variation du budget des ménages et capacité à se procurer en biens alimentaires et biens non alimentaires (BNA)

Dans la région de Diffa, si des variations de budget importantes existent entre les ménages nantis et les ménages très pauvres, l'allocation des dépenses reste relativement similaire parmi les différents groupes de population, où l'achat de nourriture représente entre 50% et 75% des dépenses des ménages¹³⁹, loin devant les autres postes de dépenses.

Dans les sites de déplacés couverts par l'évaluation, la majorité des IC interrogés indiquent qu'au cours du mois précédant la collecte de données, le revenu des ménages a diminué. Ainsi, dans 77% des sites couverts de la région de Diffa, la majorité des ménages ont connu une diminution de leurs revenus. En particulier, dans 90% des sites de la commune de Chétimari et 88% des sites de la commune Toumour, la majorité des ménages ont eu moins de revenus au cours du mois précédant la collecte de données selon les IC. Cette contraction de revenus est due d'une part à l'entrée dans la période de soudure, mais pourrait aussi avoir été renforcée par le ralentissement des activités suite aux mesures de lutte contre la propagation du COVID-19.

En revanche, il est à noter que dans 17% des sites de déplacés de la commune de Diffa, 15% de ceux de Mainé-Soroa, et dans 11% des sites couverts de N'Guigmi, les IC rapportent une augmentation du revenu des ménages au cours du mois précédant la collecte de données. En outre, bien que dans la majorité des sites les IC aient indiqué une diminution de revenus de la majorité des ménages dans les communes de Gueskérou et de Bosso, dans 21% des sites enquêtés les IC ont rapporté des revenus identiques au mois précédant la collecte de données. Parmi les ménages ayant connu une diminution de leur revenu au cours du mois précédant la collecte de données, les ménages retournés semblent particulièrement vulnérables puisque dans 90% des sites les IC rapportent une baisse de revenus. La proportion avoisine les 80% pour les autres groupes de populations.

Ces variations de revenus sont à prendre en compte pour comprendre la capacité des ménages à se procurer les produits alimentaires et BNA dont ils ont besoin, au cours du mois précédant la collecte de données. Ainsi, dans l'ensemble des communes couvertes, dans la majorité des sites les IC rapportaient que moins de la moitié des ménages étaient en mesure de se procurer les produits alimentaires de base dont ils avaient besoin. Au total, dans 8% des sites, aucun ménage n'était en capacité de se procurer des biens alimentaires selon les IC. Des disparités non négligeables existent entre les statuts. Alors que dans 80% des sites enquêtés moins de la moitié des ménages déplacés (tous statuts confondus) sont en mesure de se procurer les produits

¹³⁶ SIMB, [Bulletin mensuel](#), mai 2020

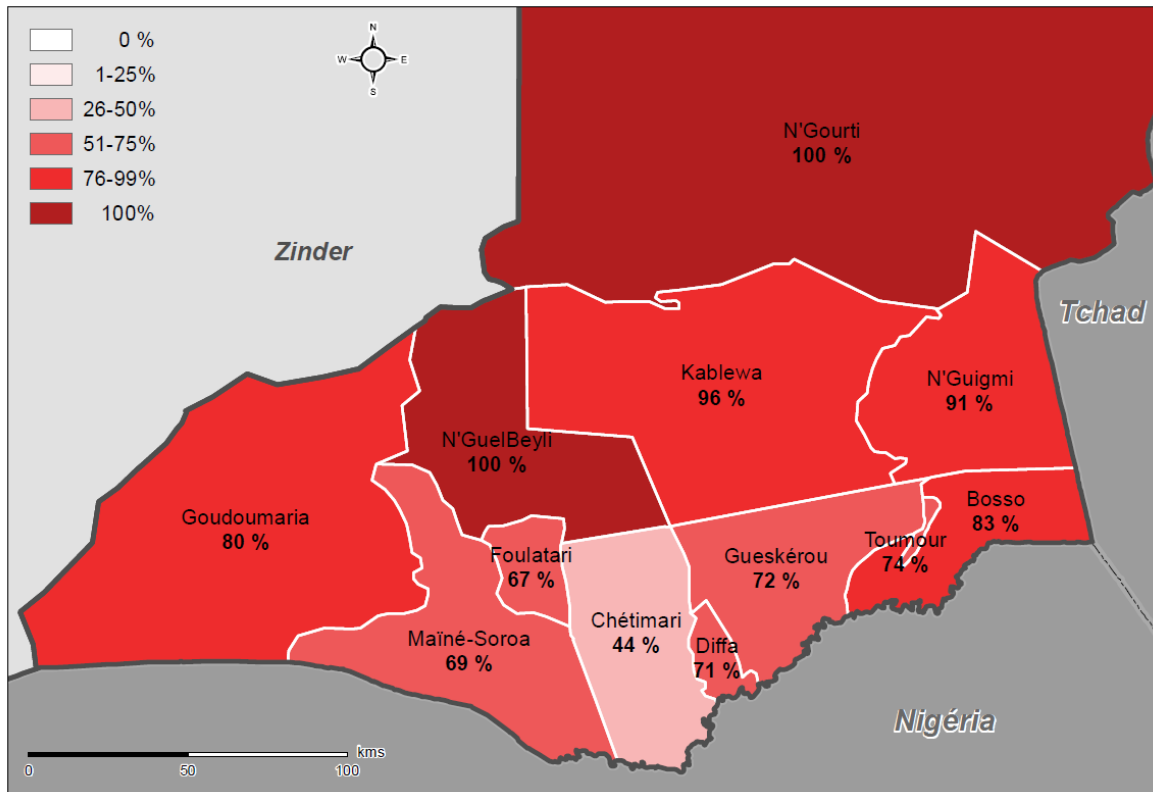
¹³⁷ SIMB, [Bulletin mensuel](#), mai 2020

¹³⁸ SAP, bulletin mensuel avril 2020 : le taux est jugé défavorable en dessous de 1 sac pour 1 bouc

¹³⁹ HEA Sahel, [Profil de référence de l'économie des ménages ruraux de la zone de moyens d'existence NEO4/Zone Agropastorale \(Niger\), octobre 2017 ; PAM, Evaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en situation d'urgence dans la région de Diffa, Niger, septembre 2017](#)

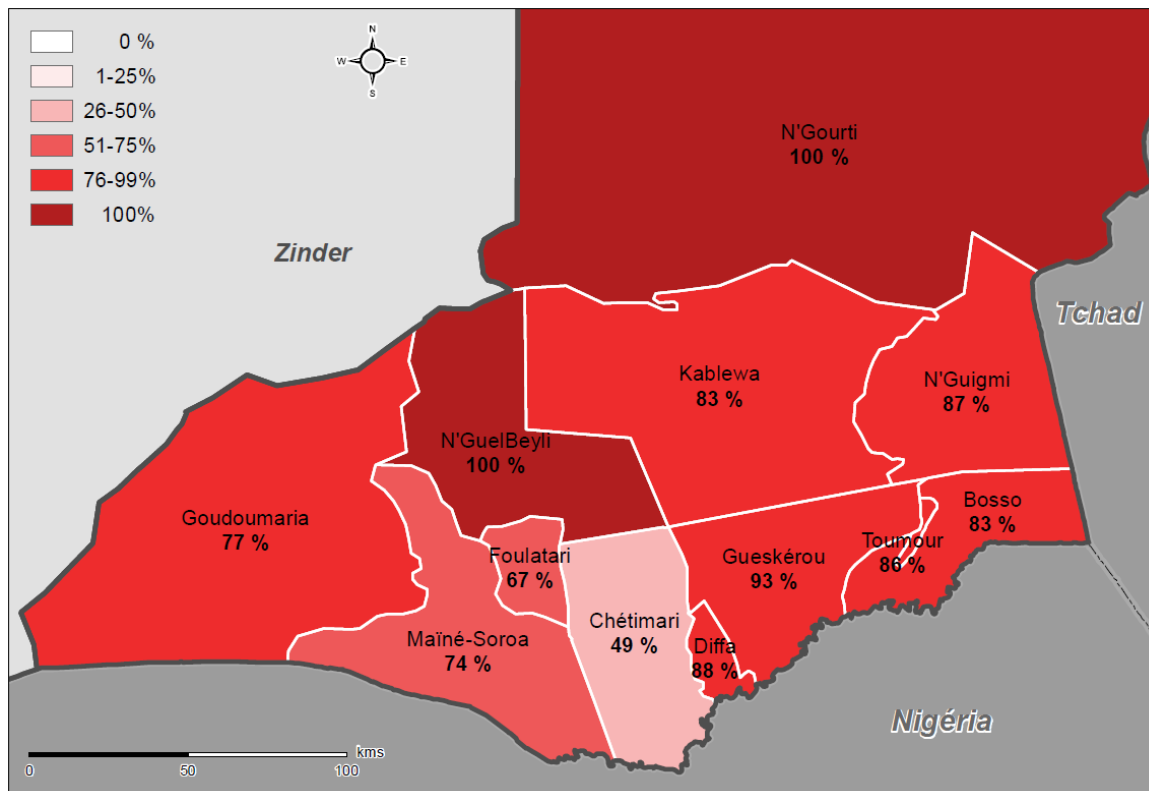
alimentaires dont ils ont besoin, cette proportion s'abaisse à 60% pour les ménages non déplacés. Il semble donc que les ménages non déplacés aient moins de difficulté à se procurer en denrées alimentaires que les ménages déplacés.

Carte 6. Proportion de sites où moins de la moitié des ménages sont en mesure de se procurer les produits alimentaires de base dont ils avaient besoin au cours du mois précédant la collecte de données, selon les IC



L'accès aux BNA semble encore plus difficile, puisque parmi les sites couverts, 82% comptent moins de la moitié des ménages en capacité de se procurer les BNA dont ils ont besoin selon les IC. Par ailleurs, similairement aux produits alimentaires, environ huit sites sur dix comptent des IC rapportant que moins de la moitié des ménages retournés est en mesure de se procurer les BNA dont ils ont besoin.

Carte 7. Proportion de sites où moins de la moitié des ménages sont en mesure de se procurer les BNA dont ils avaient besoin au cours du mois précédant la collecte de données, selon les IC



Accès au crédit

Une dernière composante clé du revenu des ménages est leur capacité d'accès au crédit. Cette capacité d'endettement permet souvent aux ménages de se procurer les biens de première nécessité que leurs moyens de subsistance habituels ne permettent pas de couvrir. Elle est étroitement liée à la possibilité d'accès des ménages aux produits disponibles sur les marchés de la région. Cependant, le remboursement de ces dettes s'inscrit dans le budget des ménages et représente au Niger entre 2% et 4% de leurs dépenses, augmentant la vulnérabilité de certains d'entre eux sur le long terme¹⁴⁰. Dans la région de Diffa, le crédit prend deux formes. Il peut s'agir d'une part d'un crédit institutionnalisé, généré par une structure créditrice officielle. Toutefois, cette forme de crédit n'a été identifiée par les IC que dans 23% des sites couverts par l'évaluation. La forme de crédit la plus répandue dans la région de Diffa repose sur le réseau de proches, via des formes de crédits dits informels. Ce système de crédit informel concernait 94% des sites étudiés¹⁴¹ le mois précédant la collecte de données, parmi lesquels 71% ne comptaient que des ménages ayant accès au crédit informel selon les IC. Finalement, dans 5% des sites les IC déclaraient que les ménages n'avaient accès à aucune forme de crédit dans la région de Diffa. Toutefois, la situation est plus préoccupante dans les communes de Bosso et Kablewa, où l'absence d'accès au crédit concerne respectivement 25% et 17% des sites enquêtés. De plus, l'accès au crédit agricole institutionnel n'est plus disponible dans la région de Diffa depuis 2015, conséquence des montants importants d'impayés dans les agences de prêts¹⁴².

Les ménages non déplacés ont un accès au crédit, qu'il soit officiel ou non, assez important. Dans seulement 2% des sites couverts par l'évaluation les IC ont rapporté que les ménages non déplacés n'avaient pas

¹⁴⁰ DNPSCA, *Enquête conjointe « sites sentinelles » : rapport final*, octobre 2019 : cette statistique ne s'applique pas directement au niveau des sites de déplacés de la région de Diffa mais concerne l'ensemble de la région couverte, selon le protocole établi dans le cadre du rapport et disponible.

¹⁴¹ Parmi les options de réponse était disponible « accès au crédit officiel et au crédit informel », expliquant la proportion supérieure à 100%.

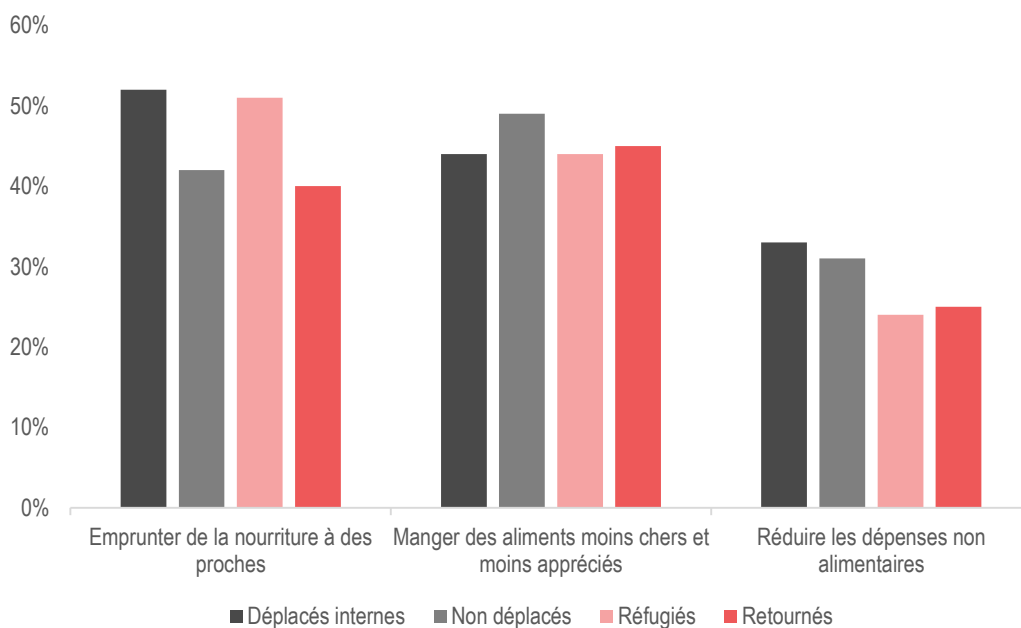
¹⁴² Entretien semi-structuré auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

d'accès. A l'inverse, dans 15% des sites enquêtés les IC ont indiqué que les ménages retournés n'avaient pas d'accès au crédit, et dans 8% des sites pour les PDI. Enfin, l'accès au crédit institutionnel pourrait être d'autant plus compliqué dans les mois à venir car les agences financières pourraient être réticentes à accorder des prêts dans la région, alors que le COVID-19 contribue à la contraction du revenu des ménages, et pourrait perdurer sur le moyen-long terme¹⁴³.

Stratégies d'adaptation

Afin de pallier les difficultés rencontrées pour couvrir leurs besoins, les ménages ont pour habitude de mettre en place des stratégies d'adaptation. Sur la moitié des sites enquêtés, les IC rapportent que les ménages mangent des aliments moins chers et moins appréciés pour pallier l'insuffisance de moyens de subsistance durant le mois précédant la collecte de données, que leurs revenus aient diminué ou non¹⁴⁴. Cette stratégie est particulièrement mise en place sur les sites de Foulatari (100%), Toumour (92%), Diffa (80%) et Goudoumaria (70%). De même, il s'agit de la principale stratégie rapportée par les IC non déplacés et retournés (respectivement 49% et 45% des sites). En revanche, les IC déplacés internes et réfugiés rapportent comme principale stratégie mise en place « emprunter de la nourriture à des proches » sur environ 50% des sites. Cette même stratégie concerne 43% des sites couverts de la commune de Diffa, tous statuts confondus. Ce type de transfert sous forme de troc entre proches est largement pratiqué dans la région de Diffa. Il peut atteindre jusqu'à 85% de l'ensemble des transferts dans les zones pastorales¹⁴⁵.

Figure 11. Principales stratégies d'adaptation mises en place par les ménages selon les IC, en fonction du statut, par pourcentage de sites¹⁴⁶



A noter que dans trois sites sur dix, les IC rapportent que les ménages réduisent les dépenses non alimentaires pour combler l'absence de moyens de subsistance. Entre autres stratégies mises en place, on retrouve le crédit informel auprès de proches dans la commune de Bosso (67% des sites selon les IC) et de Kablewa (58% des sites). La pratique du crédit informel dans la région de Diffa est largement répandue (voir section *Budget des*

¹⁴³ CIRAD, [COVID-19 et sécurité alimentaire : limiter l'impact de la crise sur les filières riz en Afrique de l'Ouest](#), juillet 2020

¹⁴⁴ S'agissant d'une réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut être supérieur à 100%

¹⁴⁵ FEWS NET, [Niger : Staple food and livestock market fundamentals](#), September 2017

¹⁴⁶ S'agissant d'une réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut être supérieur à 100%

ménages et stratégies d'adaptation). Par ailleurs, des stratégies telles que « réduire le nombre de repas par jour » et « emprunter des BNA à des proches » ont aussi été évoquées parmi les trois principales mesures prises par les ménages respectivement par les IC de N'Guelbely et Foulatari. Enfin, en complément des stratégies d'adaptation liées au manque d'accès des ménages à la nourriture, d'autres stratégies d'adaptation liées directement aux moyens de subsistance sont mises en place dans la région de Diffa. D'une part, la transhumance est en soit une stratégie d'adaptation permettant de préserver les réserves en eau et fourrage. D'autre part les éleveurs mettent en place des stratégies de déstockage¹⁴⁷ lors de la période de soudure¹⁴⁸.

En complément, il apparaît que les stratégies mises en place dans la région de Diffa sont pour une proportion importante de ménages des stratégies de stress¹⁴⁹ (21%), selon le rapport *Enquête conjointe « sites sentinelles »* publié en octobre 2019. Les stratégies de crise et les stratégies d'urgence représentent respectivement 6% et 18% des stratégies mises en place par les ménages¹⁵⁰. Il est à noter qu'au cours de cette étude, 56% des ménages interrogés rapportaient ne pas mettre en place de stratégies d'adaptation pour les moyens de subsistance. De plus, des variations importantes peuvent avoir lieu d'une année à l'autre, en fonction des récoltes, des conditions climatiques, de l'insécurité, etc. Ces tendances observées dans la région de Diffa pourraient être similaires voire aggravées au niveau des sites de déplacés de la région.

Assistance humanitaire

En conséquence des contraintes d'accès aux moyens de subsistance des ménages précédemment évoquées dans la région de Diffa, ainsi que des vulnérabilités spécifiques à certains groupes de populations, la mise en place d'assistance humanitaire portant sur les moyens de subsistance devrait permettre d'aider les ménages à couvrir leurs besoins de base tout en vivant dans des conditions dignes. Dans ce cadre, l'identification du type d'assistance mis en place, et sa perception par les ménages qui en bénéficient pourrait permettre d'identifier certains axes d'amélioration potentiels pour leur mise en œuvre future.

Assistance reçue

Selon les IC interrogés, dans 43% des sites enquêtés, au moins la moitié des ménages ont reçu une assistance humanitaire pour les moyens de subsistance dans la région de Diffa au cours des 12 mois précédant la collecte de données. En revanche, dans 17% des sites de déplacés couverts, aucun ménage n'a bénéficié de cette assistance selon les IC. En particulier, le site de Maholi (N'Gourti) n'aurait pas bénéficié d'une telle assistance, et 89% des sites de Foulatari couverts non plus.

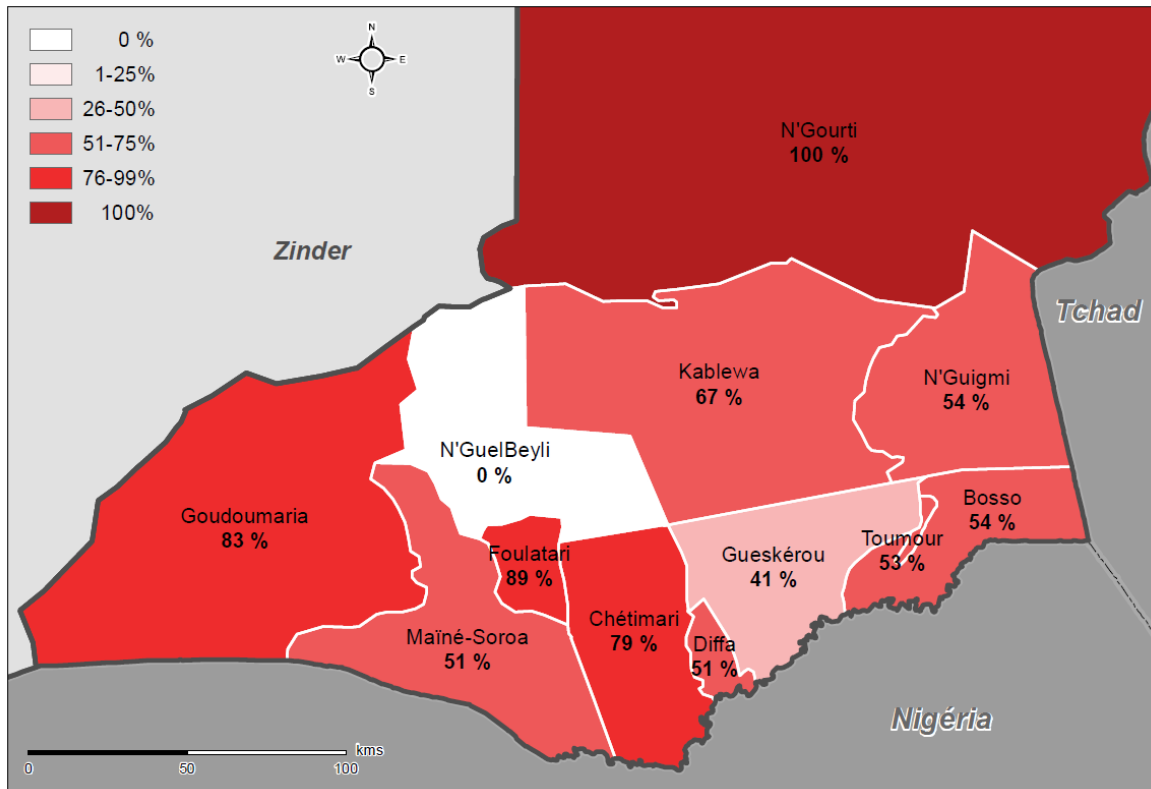
¹⁴⁷ Le déstockage consiste en la réduction du nombre de têtes du cheptel (vente) pour dégager un revenu, tout en conservant un nombre suffisant de bêtes pour préserver le troupeau et son renouvellement.

¹⁴⁸ Concern Worldwide, *Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger : Rapport Final : Evaluation des aptitudes des petits ruminants de Diffa et des préférences des ménages*, avril 2020

¹⁴⁹ Pour en savoir plus sur la manière dont est déterminé le niveau des stratégies d'adaptation des ménages, se référer à l'[Index des stratégies d'adaptation](#) de la FAO, publié en 2003

¹⁵⁰ DNP-GCA, *Enquête conjointe « sites sentinelles » : Rapport final*, octobre 2019 : les estimations sont les plus récentes. Elles s'appliquent à l'année 2019 et peuvent varier de manière importante d'une année à l'autre.

Carte 8. Proportion de sites où moins de la moitié des ménages ont bénéficié d'une assistance humanitaire en moyens de subsistance au cours des 12 mois précédant la collecte de données, selon les IC



Toutefois, une part plus importante des ménages déplacés internes et réfugiés semblent avoir bénéficié d'assistance humanitaire en moyens de subsistance dans une proportion plus importante de sites couverts (moins de la moitié des ménages dans 57% et 56% des sites, respectivement) que les ménages retournés et non déplacés (moins de la moitié des ménages dans 70% et 60% des sites, respectivement).

L'assistance humanitaire sur les moyens de subsistance est multiforme. Elle peut consister en des distributions, telles que de kits bétails, de nourriture et de semences. Il s'agit de la principale activité mise en place par les acteurs de l'aide humanitaire dans la région de Diffa selon les IC, puisque l'assistance en nature concerne 81% des sites enquêtés¹⁵¹. En outre, une assistance de type transfert monétaire peut être mise en place pour soutenir les ménages. Cela concerne 29% des sites de l'évaluation selon les IC. Enfin, l'assistance peut aussi prendre la forme de soutien à la mise en place d'activités génératrices de revenu (AGR) et l'organisation de formations professionnelles (FP) qui ont été mise en œuvre dans respectivement 8% et 6% des sites enquêtés ayant reçu de l'assistance d'après les IC. La mise en place de programmes de soutien aux AGR ou de FP, tout en améliorant l'accès des populations à des moyens de subsistance durables, pourrait contribuer à réduire la délinquance et les violences sur les sites de déplacés, ainsi que les risques de recrutement des jeunes hommes par les GANE, en leur fournissant les capacités nécessaires à la mise en place d'une activité autonome¹⁵².

Parmi les différentes communes de la région, bien qu'au niveau de la quasi-totalité des sites une assistance en nature ait été mise en place, d'autres formes d'assistance ont également pu être largement développées. Ainsi, d'après les IC, les transferts monétaires pour soutenir les moyens de subsistance des ménages ont été mis en œuvre dans respectivement 60% et 68% des sites des communes de Chétimari et Mainé-Soroa ayant bénéficié

¹⁵¹ S'agissant d'une réponse à choix multiple, le total des pourcentages peut excéder 100%

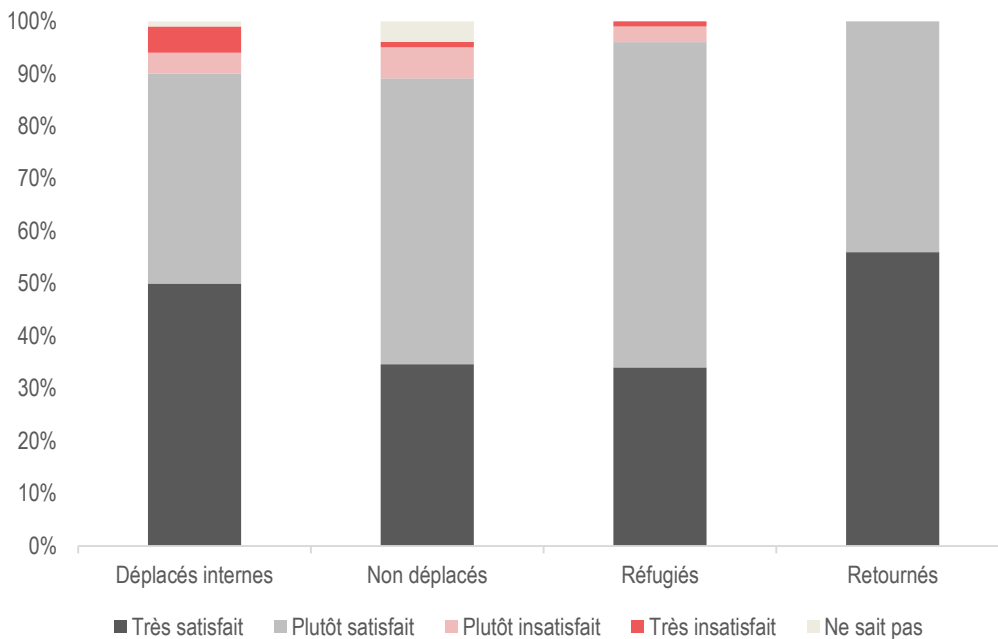
¹⁵² Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

d'une assistance humanitaire en moyens de subsistance au cours des 12 mois précédant la collecte de données. Le soutien aux AGR concerne 20% des sites de la commune de Diffa et 17% des sites de la commune de Chétimari couverts par une assistance en moyens de subsistance et enquêtés. Enfin, la mise en place de FP semble être particulièrement courante dans les communes de Toumour et Diffa, comparativement au reste de la région ; respectivement 32% des sites de Toumour et 23% des sites de Diffa ayant reçu de l'assistance ont bénéficié de formations professionnelles d'après les IC.

Perception de l'assistance

Parmi les ménages ayant bénéficié d'une assistance au cours des 12 mois précédant la collecte de données, les IC ont rapporté que dans 53% des sites, la majorité des ménages était très satisfaits de l'assistance reçue. En revanche, les déplacés internes étaient le statut avec la plus faible proportion de sites où les IC indiquaient que la majorité des ménages étaient très satisfaits (50%), ainsi que le statut avec la plus haute proportion de sites où les IC rapportaient que la majorité des ménages étaient plutôt insatisfaits, voire pas satisfaits du tout (8%).

Figure 12. Satisfaction de la majorité des ménages ayant bénéficié d'une assistance humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte de données selon les IC, par pourcentage de sites et par statut



Sur 37% des sites, les IC rapportent que la majorité des ménages se disent plutôt satisfaits par l'assistance reçue. A l'inverse, seul 3% des sites couverts comptent des IC déclarant que les ménages n'étaient pas du tout satisfaits, et 4% des sites des IC rapportant des ménages plutôt insatisfaits. Parmi les différents statuts, les déplacés internes étaient les moins satisfaits de l'assistance reçue, et sur 8% des sites les IC indiquaient que la majorité des ménages n'étaient pas satisfaits (plutôt insatisfait et pas satisfait du tout). La principale raison donnée pour justifier cette insatisfaction concerne le ciblage de l'assistance humanitaire. En effet, les IC indiquent qu'au moins la moitié des ménages du site, voire l'ensemble des ménages du site devraient être inclus dans l'assistance mise en place pour les moyens de subsistance.

Par ailleurs, il est important de souligner que dans 98% des sites, les IC n'ont identifié aucun problème lors de la mise en place de l'assistance en moyens de subsistance. A Kablewa cependant, 11% (2 sites sur

12) des sites étaient concernés par des problèmes de discrimination et de tensions intercommunautaires lors de l'assistance selon les IC interrogés. Les problèmes ont principalement été rapportés pour les ménages non déplacés (4% des sites) et réfugiés (3% des sites).

L'assistance humanitaire a par ailleurs été impactée par les restrictions liées au COVID-19. En effet, la mise en place d'une assistance prenant en compte les gestes barrières a nécessité un temps d'adaptation, entraînant un ralentissement des activités au détriment des populations dans le besoin. Celles-ci avaient déjà connu des difficultés suite à la fermeture des frontières commerciales avec le Nigéria l'an passé. A cela viennent s'ajouter des déficits de coordination dans la région où les acteurs peinent parfois à coordonner leurs actions¹⁵³. Enfin, l'assistance humanitaire en moyens de subsistance dans la région de Diffa, en raison de sa chronicité et de sa nature multiforme devrait s'inscrire davantage dans le nexus humanitaire-développement afin de répondre au mieux aux besoins des bénéficiaires. Dans la même idée, la grande diversité des moyens de subsistance dans la région requiert un effort d'évaluation des compétences et des aspirations de l'ensemble des bénéficiaires, afin de garantir une aide efficace sur le long terme¹⁵⁴. Cela constitue un réel défi pour les acteurs humanitaires implantés dans la région.

Liens transversaux

Les moyens de subsistance sont profondément interconnectés avec les différents secteurs de l'aide humanitaire, en ce qu'ils permettent de couvrir les besoins de base des ménages, dans tous les domaines.

Les résultats de la présente évaluation peuvent donc contribuer à informer les acteurs humanitaires des secteurs identifiés ci-après.

Sécurité alimentaire

Les ménages dédient environ 60% de leurs revenus aux achats alimentaires dans la région de Diffa. Une diminution des moyens de subsistance lorsqu'elle entraîne une contraction du revenu des ménages peut avoir pour conséquence l'augmentation de l'insécurité alimentaire des ménages. Ainsi, il est estimé que suite à l'apparition du COVID-19 au Niger et aux mesures de lutte contre sa propagation prises par le gouvernement, 10 à 15% des ménages pauvres dans certaines zones de la région de Diffa pourraient basculer dans une insécurité alimentaire de crise¹⁵⁵, résultant notamment de la perturbation des moyens de subsistance habituels des ménages et d'une contraction de leurs revenus. Le fait que dans environ un tiers des sites de la région de Diffa la majorité des ménages n'ont pas eu accès à leurs moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données selon les IC est un élément préoccupant quant à la sécurité alimentaire de ces ménages.

Protection

L'accès aux moyens de subsistance est souvent conditionné par des déplacements dans des zones potentiellement dangereuses de la région ; les risques d'incidents sécuritaires et de protection sont donc intrinsèquement liés aux moyens de subsistance des ménages. Des risques importants de protection existent notamment pour les ménages vivant de la pêche, de l'agriculture et de l'élevage aux abords du Lac Tchad et de la Komadougou, ainsi que pour les ménages déplacés dont les moyens de subsistance sont réalisés sur des parcelles

¹⁵³ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

¹⁵⁴ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

¹⁵⁵ FEWS NET, [Bulletin mensuel](#), mai 2020

de cette zone, parfois côté Nigéria, et qui réalisent périodiquement des mouvements pendulaires pour accéder à leurs moyens de subsistance¹⁵⁶. Les individus exerçant ces activités sont soumis à des risques d'enlèvements, de violences, et de racket, notamment par les groupes armés locaux. Par ailleurs, des potentiels incidents de violences basées sur le genre (VBG) et des risques d'enlèvement sont à considérer pour les jeunes filles et les jeunes garçons pratiquant le ramassage du bois et de la paille¹⁵⁷. Ces activités sont particulièrement pratiquées dans les communes de Maïné-Soroa, Gueskérou et N'Guigmi.

Eau, hygiène et assainissement

L'eau est une ressource stratégique dans la région de Diffa, où le modèle dominant est l'agropastoralisme. La pression sur cette ressource est d'autant plus importante que l'afflux de déplacés a créé des centres de pression autour de certains points dans la région. Dans les communes où l'accès à l'eau est plus compliqué (Foulatari, N'Guel Beyli et Kablewa)¹⁵⁸, la compétition pour l'accès à l'eau pour la consommation humaine, animale et pour l'utilisation agricole reste un enjeu de taille, et contribue à des tensions et des contraintes sur les moyens de subsistance des personnes.

Santé

En cas de flambée épidémique, la maladie ainsi que les mesures prises dans la lutte pour limiter sa propagation peuvent avoir un impact immédiat et de long terme sur les ménages. C'est notamment ce qu'on constate actuellement avec le COVID-19, qui a contribué à contraindre l'accès aux marchés de certains ménages durant la période de collecte de données. La crise engendrée par le virus a aussi entraîné des variations de prix sur les marchés de la région et déstabilisé les opportunités de travail journalier dont dépendent de nombreux ménages dans les sites de déplacés des communes de Diffa et Toumour par exemple. En outre, une réduction du revenu, notamment dans les 33% sites de déplacés où la majorité des ménages n'ont pas eu accès à leurs moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données, laisse moins de budget disponible en dépenses de santé et peut constituer un risque sanitaire pour les ménages.

Abris et BNA

Les moyens de subsistance permettent, outre l'alimentation, d'assurer aux ménages la capacité à se procurer les BNA dont ils ont besoin, ainsi que de couvrir les charges relatives à l'abri (entretien, rénovation, loyer, etc.). Pour rappel, dans 98% des sites couverts, la moitié des ménages ou moins avaient accès aux BNA dont ils avaient besoin au cours du mois précédant la collecte de données. Dans ce contexte, la diminution des revenus pour une majorité des ménages dans 77% des sites de déplacés enquêtés de la région constitue un point d'attention pour les acteurs du secteur ABNA dans les mois à venir, et avec le début de la saison des pluies en particulier.

¹⁵⁶ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

¹⁵⁷ Entretiens semi-structurés auprès d'IC experts de l'assistance en moyens de subsistance, réalisés entre le 19 mai et le 26 juin 2020

¹⁵⁸ Cluster EHA Niger, juin 2020

Education

Les dépenses liées à l'éducation constituent environ 1% du budget des ménages de la région de Diffa¹⁵⁹. En cas de diminution des moyens de subsistance des ménages, une stratégie communément répandue (rapportée sur 30% des sites couverts) consiste à réduire les dépenses non-alimentaires, parmi lesquels figurent celles liées à l'éducation. Par conséquent, une intervention pour sécuriser les moyens de subsistance des ménages en cas de choc peut limiter les conséquences négatives sur le secteur éducatif.

¹⁵⁹ PAM, *Evaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en situation d'urgence dans la région de Diffa, Niger*, septembre 2017

CONCLUSION

L'évaluation portant sur les moyens de subsistance des ménages vivant sur les sites de déplacés de la région de Diffa s'est déroulée fin mai 2020, et a permis d'obtenir des données indicatives, recueillies auprès d'IC représentant les communautés PDI, réfugiées, retournées et non déplacées. Ces enquêtes ont été complétées par des entretiens semi-structurés visant à recueillir des données qualitatives, à partir de l'expertise de membres d'ONG travaillant sur les problématiques propres à la région de Diffa. Les résultats ainsi obtenus et présentés dans ce rapport visent à informer la réponse humanitaire sur la situation et les besoins en matière de moyens de subsistance de ces différentes communautés vivant dans les sites de déplacés de la région de Diffa.

La présente évaluation a permis d'identifier comme principal moyen de subsistance dans la région de Diffa l'agriculture pour tous les types de statuts enquêtés. Différentes formes d'agriculture sont pratiquées en fonction de l'emplacement du site de déplacés (agriculture pluviale, de décrue, en cuvette) et permettent aux ménages de produire du mil, du sorgho, du niébé, des dattes ou encore du poivron et des oignons, récoltés pour la majorité à la fin de la saison des pluies. **Vient ensuite l'élevage, particulièrement important dans les communes situées sur des zones de moyens de subsistance transhumantes et nomades.** L'élevage concerne aussi bien les bovins que les ovins et caprins, ainsi que les volailles. Les ménages non déplacés pratiquent néanmoins plus l'élevage de gros ruminants que les autres statuts. Ces deux activités, exercées dans l'ensemble des départements, sont **complétées par des activités de petits commerces dans la majorité des communes de la région.** Le travail journalier est également un moyen de subsistance courant des ménages vivant dans les sites de déplacés des communes les moins enclavées. La vente de matière première, en particulier de paille, charbon et bois, constitue aussi une source de revenu importante selon les IC pour les ménages vivant dans les sites de déplacés de la région. Enfin, la pêche est un moyen de subsistance clé pour les ménages vivant dans les sites de déplacés à proximité du lac Tchad et de la Komadougou.

Parmi les besoins des populations, plusieurs paramètres ont pu être mis en avant tout au long du rapport. **Premièrement, l'accès des ménages à leurs moyens de subsistance est dépendant d'une situation sécuritaire stable garantissant l'accès des ménages aux zones d'exercice de leurs activités.** Cela est notamment en lien avec leur capacité de se rendre sur les zones exploitées pour y pratiquer l'agriculture, l'élevage et la pêche. Ainsi, l'insécurité impacte négativement la liberté de mouvement des populations vivant sur les sites de déplacés de la région de Diffa, composante fondamentale pour leur permettre d'accéder à leurs moyens de subsistance. Dans ce contexte, la recrudescence des incidents sécuritaires et de protection depuis janvier 2020 dans la région de Diffa pourrait aggraver la situation déjà précaire des ménages vivant sur les sites de déplacés de la région.

Ensuite, l'une des priorités devrait être le renforcement de la résilience des ménages face aux changements climatiques et à l'intensification des aléas climatiques dans la région qui en découle. Les conditions climatiques défavorables contribuent à entraver répétitivement l'accès des populations à leurs moyens de subsistance. Ce faisant, le renforcement de la résilience des ménages face aux chocs climatiques, notamment via des programmes de gestion des ressources en eau, pourrait réduire les risques pour les agriculteurs et les éleveurs.

Enfin, prévenir les risques d'émergence de maladie et de pestes parmi les troupeaux et les cultures est nécessaire afin de renforcer la résilience des populations locales, tous statuts confondus. Les épizooties, maladies des plantations, ainsi que la crainte d'invasion acridienne dans les prochains mois sont des enjeux clés qui risquent de créer des besoins conséquents parmi les ménages agriculteurs et éleveurs. En complément, la facilitation de l'accès des ménages agriculteurs aux intrants et matériels agricoles, et pour les éleveurs à la

vaccination sembleraient des mesures appropriées pour les protéger des chocs. De même, la disponibilité d'équipements de stockage et l'accessibilité du crédit pourraient permettre de pallier les difficultés d'accès particulièrement fortes en biens alimentaires et BNA lors de la période de soudure.

En parallèle, l'apparition du COVID-19 a contribué à aggraver cette situation déjà critique, notamment dans le cadre des politiques de lutte contre la propagation du virus qui ont contribué à réduire l'offre de transport publique et les possibilités de déplacement des ménages de la région. L'accès des ménages à leurs moyens de subsistance habituels a donc été largement impacté par ces mesures, et les effets constatés pourraient avoir des conséquences de long terme sur le niveau de vie des ménages. Elle a aussi contribué à la réduction notable des activités économiques, en particulier avec le Nigéria, ce qui a déstabilisé les ménages vivant du commerce et du travail journalier, dans le cadre de migrations saisonnières.

En outre, les restrictions de déplacement et de rassemblement découlant des mesures de lutte contre la propagation du COVID-19 ont contraint l'accès des populations aux marchés de la région, dont elles dépendent largement pour s'approvisionner. Une partie importante de l'alimentation des ménages vivant dans les sites de déplacés de la région de Diffa dépend en effet de leur capacité à s'approvisionner sur les marchés. Ce faisant, les restrictions de déplacements liées à l'insécurité et au COVID-19 pourraient contribuer à réduire encore l'accès aux biens alimentaires et BNA de première nécessité d'une partie des ménages. De plus, cette dépendance partielle au marché engendre une forte vulnérabilité face aux fluctuations de prix, en particulier parmi les éleveurs. Un suivi des prix sur les marchés de la région de Diffa, ainsi que sur les marchés nigériens voisins où de nombreuses productions agricoles et pastorales sont revendues est donc primordial pour anticiper les besoins et les possibles difficultés d'accès aux moyens de subsistance des ménages.

Le nombre de ménages ayant reçu de l'assistance en moyens de subsistance sur les sites de déplacés de la région de Diffa reste limité selon les IC interrogés. En effet, dans la plupart des communes il a été rapporté par les IC que moins de la moitié des ménages avaient bénéficié d'une assistance au cours des 12 mois précédant la collecte de données. **L'assistance mise en place par les acteurs humanitaires en moyens de subsistance semble majoritairement être en nature.** Ainsi, parmi les sites ayant bénéficié d'un type d'assistance, la majorité ont reçu une assistance en nature, via la distribution de kits bétails, semences, ou encore de biens alimentaires. Le soutien à la mise en place d'AGR et de FP reste encore faible sur l'ensemble des communes de la région. **Dans l'ensemble, les ménages ont été globalement satisfaits (très satisfaits ou plutôt satisfaits) de l'assistance reçue, selon les IC interrogés, et ce quel que soit leur statut.** La principale raison citée pour justifier l'insatisfaction de la majorité des ménages sur les sites de déplacés concernés par les IC était liée à des questions de discrimination au cours ou après l'assistance.

La prise en compte de ces résultats pourrait permettre d'orienter la mise en œuvre de programmes humanitaires portant sur les moyens de subsistance, en particulier pour le soutien en AGR et la mise en place de FP, à la sortie de la période de soudure alors que les activités reprennent progressivement dans le pays, malgré la poursuite de l'épidémie de COVID-19. En complément, une analyse mettant en relief les différences entre les difficultés structurelles et conjoncturelles rencontrées par les ménages de la région de Diffa vivant sur les sites de déplacés semblerait opportune afin d'appréhender en profondeur les besoins des ménages.